

setzung in der Gesamtzahl zu gross sei. Als Kompromissantrag – wie gesagt – kam dann in der Kommission der Antrag auf 20 Mitglieder heraus. Ich glaube, das ist vertretbar. Es ist dem Bundesrat anheimgestellt, unter Umständen die Zahl im Rahmen der Effizienz noch mehr zu senken. Aber ich glaube, der oberen Grenze von 20 Mitgliedern sollten Sie – genau gleich wie die Mehrheit der Kommission – zustimmen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	62 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	23 Stimmen

Art. 32 Abs. 2 – Art. 32 al. 2
Angenommen – Adopté

Art. 19, 20, 20bis, 21

Antrag der Kommission
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates
Proposition de la commission
Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Entwurfes	109 Stimmen (Einstimmigkeit)
---------------------------	---------------------------------

Abschreibung – Classement

Antrag des Bundesrates
Abschreiben der parlamentarischen Vorstösse
gemäss Seite 1 der Botschaft
Proposition du Conseil fédéral
Classer les interventions parlementaires
selon la page 1 du message

Angenommen – Adopté

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

87.078

Eidgenössische Technische Hochschulen. Bundesgesetz

Ecoles polytechniques fédérales. Loi

Botschaft und Gesetzentwurf vom 14. Dezember 1987 (BB1 1988 I 741)
Message et projet de loi du 14 décembre 1987 (FF 1988 I 697)

Beschluss des Ständerates vom 1. März 1989
Décision du Conseil des Etats du 1er mars 1989

Kategorie III/I, Art. 68 GRN – Catégorie III/I, art. 68 RCN

Ordnungsantrag der grünen Fraktion

Das Geschäft sei folgenden Kategorien zuzuweisen:
Eintreten III (wie vorgeschlagen); Detailberatung I.

Motion d'ordre du groupe écologiste

Traiter l'objet en catégorie III pour le débat d'entrée en matière
(selon programme) et en catégorie I pour la discussion par articles.

Angenommen – Adopté

Antrag der Kommission
Eintreten
Proposition de la commission
Entrer en matière

M. Guinand, rapporteur: Il est assez rare qu'une commission parlementaire chargée d'examiner un projet de loi présenté par le Conseil fédéral modifie ce projet au point de soumettre un texte entièrement remanié. C'est pourtant ce qui s'est produit avec le projet de loi sur les Ecoles polytechniques fédérales. Mais je tiens d'emblée à préciser que ce n'est pas parce que le projet du Conseil fédéral était mauvais ou parce que le Conseil des Etats, conseil prioritaire, avait mal fait son travail, en aucune manière. Mais il s'est trouvé qu'après le débat au Conseil des Etats, les intentions du Conseil fédéral quant à l'organisation du domaine des Ecoles polytechniques fédérales n'ont pas pu se réaliser. L'union personnelle que prévoyait le Conseil fédéral entre le chef du Groupement de la science et de la recherche créé au sein du Département fédéral de l'intérieur et le président du Conseil des écoles polytechniques fédérales n'a en effet pas été acceptée. L'organigramme prévu pour le domaine des Ecoles polytechniques fédérales devait donc être revu.

J'ajouterai qu'un large consensus s'est trouvé dans la Commission de la science et de la recherche du Conseil national pour doter nos Ecoles polytechniques fédérales et les établissements de recherche qui leur sont rattachés d'une loi moderne leur permettant d'accomplir dans les meilleures conditions les buts qu'ils ont pour mission de remplir.

Le projet qui vous est aujourd'hui présenté est donc le résultat d'un travail intensif de la commission qui a oeuvré en étroite collaboration avec les responsables du Département fédéral de l'intérieur et des Ecoles polytechniques fédérales, et en plein accord avec le chef du département. C'est pour moi l'occasion de remercier les membres de la commission et tous celles et ceux qui ont contribué à préparer et à mettre au point le texte soumis à votre approbation de leur disponibilité et de leur engagement.

La commission a le sentiment, en l'occurrence, d'avoir fait véritablement oeuvre de législateur. Pour en arriver là, il a fallu dix séances entre le 18 mai 1989 et le 11 septembre 1990. Au cours de ses séances, la commission a procédé à diverses auditions, mené un large débat d'entrée en matière, sollicité, préparé et étudié des projets complémentaires. Elle a procédé à deux lectures de la loi et chargé, avant la deuxième lecture, un groupe de travail de faire la mise au point rédactionnelle. A la fin de ses travaux, la commission a adopté le projet à l'unanimité par 20 voix sans opposition et sans abstention. Elle vous invite donc à entrer en matière et à adopter le projet issu de ses travaux, projet auquel adhère également le Conseil fédéral.

Sans entrer dans trop de détails, je me bornerai à vous décrire les grandes lignes du projet de loi sur les Ecoles polytechniques fédérales que nous vous demandons d'adopter. Le premier chapitre traite des dispositions générales: champ d'application et but de la loi. Nous y avons ajouté une dispositions spécifique sur la collaboration et la coordination.

Le deuxième chapitre concerne les Ecoles polytechniques fédérales. Il est divisé en deux parties: la première décrit le statut et les tâches des Ecoles polytechniques fédérales. S'agissant du statut, notre commission vous prie de reconnaître aux Ecoles polytechniques la personnalité juridique. C'est une manière d'affirmer leur autonomie, mais c'est surtout leur donner la possibilité d'agir en tant que telles, par exemple lorsqu'elles sont amenées à conclure des conventions de collaboration scientifique avec d'autres institutions d'enseignement et de recherche.

En ce qui concerne les tâches, la commission a repris la proposition du Conseil des Etats relative aux buts généraux. La rédaction a été quelque peu modifiée, mais sur le fond notre commission n'y a rien changé. Parmi les tâches d'enseignement, la commission a tenu à faire figurer expressément dans la loi l'organisation de cours postgrades et de formation continue, de même que l'organisation de cours de réinsertion professionnelle.

La deuxième partie du chapitre consacré aux Ecoles polytechniques concerne les personnes relevant de ces écoles et leurs activités. Le statut des différentes catégories de personnes est précisé. C'est évidemment celui des enseignants, appelés «maîtres» selon la terminologie de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne, qui a fait l'objet de longues discussions au

sein de la commission. Sans entrer dans tous les détails, on relèvera le principe de l'examen périodique des qualifications des professeurs et la souplesse souhaitée dans le statut juridique qui devraient permettre aussi bien des rapports de service de droit public que de droit privé.

Le troisième chapitre traite des établissements de recherche rattachés aux Ecoles polytechniques fédérales. Comme pour ces dernières et pour les mêmes raisons, la commission vous propose de leur accorder la personnalité juridique.

Le quatrième chapitre concerne l'organisation. D'importantes modifications ont été apportées au projet initial du Conseil fédéral. En effet, deux organes prévus par le projet de l'exécutif ont été supprimés: la direction du domaine et l'assemblée du domaine.

L'organigramme aujourd'hui proposé est le suivant: un conseil des Ecoles polytechniques fédérales, organe supérieur et stratégique, dont les tâches sont énumérées à l'article 23, et, dépendant du Conseil des écoles, les deux Ecoles polytechniques et les établissements de recherche. Quant aux deux Ecoles polytechniques fédérales, elles se composent d'une direction, d'une assemblée d'école, d'organes centraux et d'unités d'enseignement et de recherche. Cet organigramme est plus simple que celui présenté par le Conseil fédéral. Il précise davantage la structure d'organisation des Ecoles polytechniques fédérales elles-mêmes qui bénéficieront, dans le cadre de la politique générale définie par le Conseil des écoles, d'une large autonomie.

La suppression de la direction du domaine impliquait que soient attribuées au Conseil des écoles davantage de tâches de gestion. Ce fait pourra avoir pour conséquence que le Conseil des écoles soit moins l'organe stratégique que souhaitait le Conseil fédéral. La commission estime cependant que le Conseil des écoles devrait, malgré cela, être à même de jouer le rôle d'organe stratégique. C'est dans ce sens que la commission a voulu laisser toute latitude quant à l'importance de l'engagement du président qui ne sera pas nécessairement une activité à plein temps. Nous y reviendrons lors du débat de détail, comme nous reviendrons sur le statut de la direction de chacune des Ecoles polytechniques fédérales.

C'est au sein et par le biais de l'assemblée de chacune des écoles que devrait s'exercer la participation. Ce sujet a bien entendu largement retenu l'attention de la commission. Nous y reviendrons tout à l'heure lors de la discussion par articles, lorsque nous traiterons les propositions de minorité. La commission est d'avis que la participation de toutes les personnes concernées doit se faire avant tout dans les unités d'enseignement et de recherche. Les expériences menées dans ce sens, aussi bien à Lausanne qu'à Zurich, sont en effet concluantes. Et c'est pour nous l'occasion de dire clairement que notre commission n'entend nullement restreindre le droit de participation ou le rendre plus difficile qu'il ne l'est actuellement. Des craintes se sont manifestées dans ce sens, elles sont mal fondées. La preuve en est d'ailleurs que la commission elle-même vous propose de compléter l'article 31 pour lever toute ambiguïté sur cette question. Nous y reviendrons lors de la discussion par articles.

Le cinquième chapitre de la loi a trait à la planification, aux finances ainsi qu'aux voies de recours et aux dispositions pénales. On relèvera que la commission a introduit une disposition qui donnera à l'Assemblée fédérale l'occasion de se prononcer tous les quatre ans sur un rapport présenté par le Conseil des écoles au Conseil fédéral. Par ailleurs et contrairement au Conseil des Etats, notre commission se rallie aux propositions du Conseil fédéral permettant une plus grande souplesse dans la gestion financière des Ecoles polytechniques et des établissements de recherche. Pour éviter des abus et pour tenir compte des réserves formulées par la Délégation des finances, la commission a toutefois prévu que ce n'est que dans des cas particuliers que le Conseil fédéral pourra déroger à certains principes budgétaires. Telles sont les grandes lignes de ce projet de loi sur les Ecoles polytechniques fédérales que nous vous demandons d'accepter.

En conclusion, nous croyons pouvoir affirmer que ce projet devrait permettre à nos deux Hautes écoles et aux établissements de recherche qui leur sont rattachés d'accomplir sereine-

nement, efficacement, mais surtout avec un haut degré de performance les tâches de formation, de recherche et de services qui leur sont assignées. Nous exprimons le vœu que le Conseil des Etats acceptera de suivre nos propositions sans tout remettre en cause, et nous espérons que les personnes concernées: enseignants, assistants, collaborateurs techniques, administratifs et scientifiques ainsi que les étudiants en feront de même.

Il est grand temps que les responsables des Ecoles polytechniques fédérales soient déchargés du souci de cette législation pour pouvoir désormais consacrer tout leur temps aux tâches essentielles qui sont les leurs et qui les conduisent aujourd'hui à mener une politique d'enseignement et de recherche qui permette de relever les défis européens et internationaux en matière de technologie.

David, Berichterstatler: In der Schweiz ist das Hochschulwesen grundsätzlich Sache der Kantone. Doch schon in der ersten Verfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft hat der Bund den Auftrag übernommen, eine polytechnische Hochschule zu schaffen. Dieser Auftrag wurde schnell erfüllt. 1854 wurden die Eidgenössischen Technischen Hochschulen durch dieses Parlament gegründet. Heute stehen wir vor der Aufgabe, dieses 137 Jahre alte Gesetz durch ein neues, zukunftsgerichtetes Gesetz zu ersetzen. Wie unsere Ingenieure, Naturwissenschaftler, Mathematiker und Architekten denken, was für sie wichtig ist, was sie für wertvoll halten und was nicht, hängt entscheidend davon ab, wie und was sie an den Eidgenössischen Technischen Hochschulen lernen. Was dort passiert, hängt wiederum entscheidend von den Professoren ab, welche ihnen dort zum Vorbild werden. Die im Studium gebildeten Werturteile und insbesondere die Vorurteile haben Langzeitwirkung. Das gilt ganz besonders für das Hochschulstudium. Es ist schwierig, dort einmal erworbene Vorurteile abzubauen. Die heute noch nicht überwundene Spannung zwischen Technik und Umwelt ist in meinen Augen ein sprechendes Beispiel dafür.

Verglichen mit den Einflussmöglichkeiten der Professoren sind jene des Gesetzgebers, um die es heute geht, gering. Dennoch ist das ETH-Gesetz durchaus der Ort, um den Technischen Hochschulen in der Schweiz und den zugeordneten Forschungsanstalten Ziele zu setzen und ihnen Struktur zu geben. Angesichts der rasanten technischen, wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Entwicklung an der Schwelle der Jahrtausendwende können wir allerdings kaum erwarten, dass unser Gesetz, das wir hier schaffen, wiederum den Anfechtungen von mehr als hundert Jahren standhalten wird. Unser Bestreben muss es sein, in diesem Gesetz für möglichst alle Hochschulangehörigen motivierende Arbeitsbedingungen zu schaffen. Motivation wird gefördert – das hat die Kommission erkannt und auch in den Vordergrund gestellt – durch Selbstbestimmung, Autonomie und Mitwirkung aller Betroffenen am Prozess, der an den Hochschulen stattfindet. Die Schweiz muss im internationalen Wettbewerb der Naturwissenschaften und der technischen Wissenschaften bestehen können. Eine qualitativ hochwertige Ausbildung bleibt daher auch in Zukunft eine entscheidende Voraussetzung für eine gedeihliche gesellschaftliche, wirtschaftliche und politische Entwicklung unseres Landes. Das gilt für den Stellenwert unseres Landes auf globaler Ebene, aber insbesondere auch für seinen Stellenwert im Kreise der europäischen Staaten.

Ausserdem, und das möchte ich als weiteren Grundsatz voranstellen, muss in diesem Gesetz zum Ausdruck kommen, dass die Hochschulen und die Forschungsanstalten sowie alle ihre Angehörigen eine Mitverantwortung tragen für den Gang von Forschung und Lehre. Insbesondere trifft sie eine ganz wichtige Mitverantwortung für die Folgen der Technik im Hinblick auf den Menschen und seine Umwelt. Das müssen die Hochschulangehörigen bei Lehre und Forschung im Auge behalten.

Die Zeit der Unschuld der Technik ist vorbei. Sie muss sich dem Urteil der Gesellschaft mit all ihren positiven und ihren negativen Seiten stellen. Dazu müssen die Hochschulen einen ganz wesentlichen Beitrag leisten.

Wenn Sie die Fahne ansehen – und damit komme ich zum Gang der Kommissionsberatungen –, sehen Sie, dass die Kommission Ihnen zahlreiche Anträge stellt, die vom Entwurf des Bundesrates und der Fassung des Ständerates abweichen. Diese Anträge sind das Ergebnis einer intensiven Auseinandersetzung mit der Vorlage in der Kommission. Ich darf hier aber darauf hinweisen, dass diese Auseinandersetzung sehr konstruktiv erfolgt ist, einmal über die Parteigrenzen hinweg, aber auch mit dem Bundesrat und mit der Leitung des ETH-Bereiches. Ich glaube, alle Beteiligten waren und sind daran interessiert, hier einen Gesetzesentwurf auf die Beine zu stellen, der für die Zukunft hält, was er verspricht.

Die Kommission hat die Vorlage so, wie sie Ihnen jetzt vorliegt, mit 20 zu 0 Stimmen und ohne Enthaltungen verabschiedet. Sie sehen daraus, dass sich die Vorlage auf einen breiten Konsens abstützen kann.

Zu einigen Schwerpunkten der Gesetzesvorlage: Es sind dies die Autonomie, die Führungsstruktur, der Finanzhaushalt und der Rechtsschutz sowie insbesondere die Rechtsstellung der Hochschulangehörigen und ihre Mitwirkung.

Die Kommission hat gegenüber den Vorschlägen des Bundesrates und des Ständerates neue Akzente gesetzt und auch die Systematik des Gesetzes vereinfacht.

Zum Thema Autonomie und Koordination einige Bemerkungen:

Der Ständerat hat bereits mit Recht – und von der Nationalratskommission bestätigt – eine Zielsetzung ins Gesetz eingefügt, wonach die Achtung vor der Würde des Menschen sowie die Verantwortung gegenüber seinen Lebensgrundlagen und der Umwelt die Leitlinie von Lehre und Forschung bilden. Die Nationalratskommission unterstützt diese Zielsetzung voll und ganz. Sie hat sie mit dem wichtigen Satz ergänzt, dass die Abschätzung von Technologieauswirkungen Bestandteil von Lehre und Forschung bilden soll.

Den ETH werden in diesem Entwurf wesentlich mehr Gebiete zur Selbstregelung auf unterer Stufe, d. h. auf Stufe der Schulen, überlassen als im Entwurf des Bundesrates. Insbesondere gilt das für die Studienpläne, die Prüfungsordnungen und die Organisation der einzelnen Unterrichts- und Forschungseinheiten. Sodann schlagen wir Ihnen vor, den ETH und den Forschungsanstalten eigene Rechtspersönlichkeit zu verleihen. Damit sollen sie insbesondere auch in ihrem Auftreten nach aussen mehr Eigengewicht erhalten. Die Autonomie findet dort ihre Grenzen, wo langfristige Koordination und Planung dies erfordern. Das wird im Gesetz ausdrücklich gesagt. Soll der Hochschulplatz Schweiz europafähig werden und soll eine Verschwendung der beschränkten personellen und materiellen Mittel vermieden werden, müssen in den nächsten Jahren die Koordinationsanstrengungen zwischen allen Hochschulen der Schweiz wesentlich verstärkt werden. Ich bin überzeugt, dass in diesem Punkt dem Bund eine ganz klare Führungsaufgabe zukommt.

Einige Bemerkungen zur Führungsstruktur:

Der Bundesrat hat in seinem Gesetzesentwurf zwischen dem ETH-Rat einerseits und den Hochschulen andererseits eine Direktion des ETH-Bereiches eingeschoben. Diese hatte sehr weitgehende Kompetenzen. Dieser mächtige Administrator, der Direktor des ETH-Bereiches, wäre die Zentralfigur unserer Eidgenössischen Technischen Hochschulen und der Forschungsanstalten geworden.

Der Ständerat ist mit Retouchen dieser Lösung gefolgt. Wir haben uns entschieden, Ihnen vorzuschlagen, auf diese zusätzliche Führungsebene völlig zu verzichten. Der Ueberbau wurde als zu schwer empfunden. Wir konnten diesen Schritt mit gutem Gewissen tun, nachdem auch alle Gruppen der Hochschulangehörigen dieser Direktion des ETH-Bereiches ablehnend gegenüberstanden.

Sodann haben wir in einem zweiten Schritt wesentliche Kompetenzen vom ETH-Rat hinunterverlegt auf die Ebene der Schulen.

Der ETH-Rat hat aber weiterhin gewichtige Richtlinien- und Koordinationskompetenzen. Er entscheidet im Rahmen des Bundesbudgets über neue Lehrstühle und Institute, und er wählt die Professoren – das ist nicht nur seine Hauptaufgabe, sondern insbesondere auch seine Hauptverantwortung. Der

ETH-Rat soll einen vollamtlichen Delegierten erhalten. Der Rat selbst soll nebenamtlich sein. Dieser Delegierte kann Mitglied des Rates sein, muss es aber nicht.

Einige Bemerkungen zum Dienstrecht: Die Kommission schlägt Ihnen in Artikel 15 vor, dass öffentlich-rechtliche und privatrechtliche Anstellungsverhältnisse möglich sein sollen. Die vorherrschende Meinung geht dahin, dass dem privatrechtlichen Vertrag der Vorzug gegeben werden soll, da er dem Einzelfall besser angepasst werden kann. Dies gilt namentlich für die Professoren.

Bei der Mitwirkung haben wir uns entschlossen, Ihnen die Streichung der freischwebenden Hochschulversammlung – freischwebend zwischen Lausanne und Zürich – vorzuschlagen. Wir sind der Meinung, dass die Mitwirkungsbedürfnisse der Hochschulangehörigen wesentlich besser auf der unteren Ebene der Schulen erfüllt werden können. Dort sollen sie auch angesiedelt werden. In der Detailberatung wird darauf zurückzukommen sein.

Schliesslich schlägt Ihnen die Kommission im Bereich des Finanzhaushaltes eine vermittelnde Lösung zwischen dem Vorschlag des Bundesrates und dem Vorschlag des Ständerates vor.

Noch eine Bemerkung zum Rechtsschutz: Das Gesetz führt für den ETH-Bereich eine verwaltungsunabhängige Rechtsschutzinstanz ein, und zwar mit einer ETH-Rekurskommission. Bereits der Ständerat hat diesen Vorschlag gemacht; die nationalrätliche Kommission hat ihn übernommen und noch etwas ausgebaut. Diese Rekurskommission soll als unabhängiges Organ darüber wachen, dass dieses Gesetz und die daraus abgeleiteten Verordnungen eingehalten werden. Werden beispielsweise die gesetzlichen Mitwirkungsregeln im Einzelfall verletzt, so können betroffene Hochschulangehörige die Rekurskommission anrufen. Die Rekurskommission wird bei der Rechtskontrolle im Einzelfall auch die Gesetzmässigkeit der Verordnungen des Bundesrates, der Richtlinien des ETH-Rates und der Reglemente der Schulleitung überprüfen können.

Die Kommission legt Ihnen einen Vorschlag vor, der in die Zukunft schaut. Sie hat diesen Vorschlag – ich wiederhole dies – konstruktiv erarbeitet und ihn mit 20 zu 0 Stimmen verabschiedet.

Ich bitte Sie namens der Kommission, auf die Vorlage einzutreten.

Frau Uchtenhagen: Wie Sie den Ausführungen der Kommissionsreferenten entnehmen konnten – und was ein Blick auf die Fahne bestätigt –, präsentiert Ihnen die Kommission ein stark abgeändertes, ja eigentlich ein neues ETH-Gesetz. Dies war nur möglich dank einem sehr grossen Einsatz der Kommissionsmitglieder und einer effizienten und doch liberalen Führung durch die Kommissionspräsidenten Longet und Guinand. Die parlamentarische Arbeit in den Kommissionen ist zumindest für unsere Fraktion oft recht frustrierend. Mehrheiten und Minderheiten sind vorgegeben, und oft werden Minderheitsanträge ohne unvoreingenommene Prüfung abgeblockt. Bei der Beratung der ETH-Vorlage kam es indessen – wahrscheinlich weil kaum direkte Wirtschaftsinteressen berührt werden – zu einer äusserst intensiven und offenen Auseinandersetzung über die durch das Gesetz aufgeworfenen Fragen. Die ganze Kommissionsarbeit – und das war für mich wirklich ein Aufsteller – war geprägt vom Willen nach sachlichen, den Anliegen und Interessen der Hochschule und ihrer Angehörigen dienenden Lösungen zu suchen. So sind denn auch die Anliegen der sozialdemokratischen Fraktion offen geprüft und nicht selten akzeptiert worden.

Dabei war die Ausgangslage für eine gute Kommissionsarbeit alles andere als günstig. Ich teile da die sehr höflich ausgedrückte Meinung unseres Präsidenten nicht.

Zwar werden im allgemeinen Teil der Botschaft viele schöne Dinge über die staats-, wirtschafts- und kulturpolitische Bedeutung der ETH in der schweizerischen Forschungs- und Bildungspolitik gesagt und daraus Folgerungen für ein Höchstmass an Autonomie und Flexibilität und für die Bedeutung einer zeitgemässen Mitsprache auf allen Stufen abgeleitet. Im nachfolgenden Gesetzesentwurf sucht man aber vergebens

nach derartigen Inhalten. Das präsentierte Gesetz ist vielmehr in höchstem Grade technokratisch, mit einer extremen Hierarchisierung und Machtballung an der Spitze. Zwar hatte der Ständerat die Kopflastigkeit etwas korrigiert, indem er die übermässigen Kompetenzen der vorgesehenen Direktion für beide ETH etwas nach unten delegierte. Aber die Anlage des Gesetzes war nach wie vor unbefriedigend und hätte bestimmt wiederum zu einem Referendum geführt. Auch stand am Anfang der Kommissionsverhandlungen die noch in einer anderen Vorlage vorgesehene Personalunion zwischen ETH-Präsident und Direktor der Gruppe im Raum – eine Konzeption, die zwar praktisch niemand gutheissen konnte, die aber im Ständerat noch knapp durchgegangen war.

Die von Rolf Seiler und mir eingereichten Rückweisungsanträge – nicht abgesprochen, aber fast gleichen Inhalts – gingen davon aus, dass es kaum möglich sei, eine so komplexe Materie durch Kommissionsarbeit umzugestalten. Die Rückweisungsanträge führten dann aber dazu, dass das Gesetz zunächst in den Grundzügen – Struktur, Mitbestimmung, Autonomie usw. – diskutiert wurde, so dass von den Grundsatzentscheiden her eine Modifikation der vielen gesetzlichen Bestimmungen möglich wurde. Nachdem – allerdings nach recht harten Auseinandersetzungen mit Herrn Bundesrat Cotti – entschieden wurde, auf die unglückliche Personalunion zu verzichten, hat die vorbereitende Kommission auch die Direktion – übergeordnet über beide ETH – und ebenso die – auch unseres Erachtens nicht sehr sinnvolle – Hochschulversammlung der beiden Hochschulen gestrichen.

Die sozialdemokratischen Fraktionsmitglieder hätten selbstverständlich noch einige Anliegen gehabt. Wir hätten sicher gerne die Mitsprache auf allen Stufen realisiert gesehen. Herr Vollmer wird Ihnen noch einen solchen Antrag präsentieren. Wir hätten auch flachere Strukturen bevorzugt: Wir hätten es sinnvoll gefunden, zum Beispiel die Autonomie der beiden ETH dadurch noch etwas zu verstärken, dass dort kleine Schulräte zuständig gewesen wären; der übergeordnete ETH-Rat wäre dann nur für die Koordination und die Strategiefragen zuständig gewesen. Bei kleinen Schulräten wäre es möglich gewesen, viel konkreter die Mitwirkungsrechte einzubauen, etwa bei der Wahl der Professoren usw. Was die Forschung betrifft, sind wir ebenfalls nicht ganz befriedigt. Wir hoffen, dass die Vorlage über die Forschung hier unsere Schmerzen etwas lindert. Für uns wäre es eine grosse Chance gewesen, die Annexanstalten aus der ETH herauszulösen und sie in eine gesamtschweizerische Forschungspolitik zu integrieren. Aber man kann in der Schweiz ja nie etwas rasch realisieren. Vielleicht kommt diese integrierte gesamtheitliche Forschungspolitik eines Tages trotzdem noch zustande, vor allem unter dem Druck der internationalen Konkurrenz.

Bei der Mitwirkung geht es im wesentlichen darum, dass Sie zumindest die Minderheitsanträge gutheissen, die das bestehende, bereits realisierte Mitwirkungsrecht festschreiben. Wir haben in letzter Minute in einer Sitzung, die sich gar nicht mit dem ETH-Gesetz beschäftigte, in Artikel 31 eingeführt, dass auf der Stufe der Unterrichts- und Forschungseinheiten die Mitsprache der Studierenden wirklich garantiert wird. Das ist wichtig, weil es heute schon diese Mitsprache gibt. Ich bitte Sie in der Folge, auch jenen Antrag, den ich zu Artikel 30bis Absatz 5 noch eingereicht habe, ebenfalls gutzuheissen, nach dem nicht nur die Hochschulversammlung bei Vernehmlassungen beigezogen wird, sondern auch die einzelnen Gruppen. Wenn das nicht der Fall ist, können zum Beispiel die Studierenden überstimmt werden, so dass sie praktisch kein Vernehmlassungsrecht und damit auch kein Rekursrecht haben. Verknüpft damit müssen Sie dann noch den Antrag Keller gutheissen, der das Rekursrecht der Hochschulgruppen in Artikel 36 fixiert. Ich bitte Sie also, unseren Minderheitsanträgen zuzustimmen, insbesondere dem Antrag Ulrich, der möchte, dass mindestens zwei Vertreter der Hochschulversammlung im ETH-Rat vertreten sind. Mein ursprünglicher Antrag wollte von jeder Hochschulgruppe beider Hochschulen einen Vertreter im ETH-Rat; das ist natürlich ein hoffnungslos fortschrittlicher Antrag. Wir sind dann Schritt für Schritt zurückgewichen und halten nun an «mindestens zwei» fest. Denn wenn Sie nicht mindestens zwei Vertreter der Hochschulversammlung

festlegen, dann kann man fast ausrechnen, dass das ein Professor ist – und der Mittelbau und die Studierenden, die die Zukunft der ETH prägen, sind wieder einmal ausgeklammert. Wie Sie den verschiedenen Zuschriften der Studierenden und ihrer Organisationen entnehmen konnten, möchten sie ebenfalls, dass diese wenigen Änderungen noch aufgenommen werden; sie sind dann mehr oder weniger mit dem ETH-Gesetz einverstanden. Ich bitte Sie also, die Minderheitsanträge von uns und von Frau Paccolat und selbstverständlich auch weitere Anträge in ähnlicher Richtung zu unterstützen. Dazu gehört auch der Antrag Leutenegger Oberholzer. Wir haben die Wiedereingliederung der Frauen ins Gesetz aufgenommen, aber das Gesetz muss sicher noch im Hinblick auf die Gleichstellung von Mann und Frau durchgesehen werden – auch rein sprachlich: Alles, was Frauenförderung beschlägt, wird von der Sozialdemokratischen Partei natürlich ebenfalls gefördert.

Gestatten Sie mir noch eine Frage, Herr Bundesrat Cotti: Vor allem die Studierenden an der ETH Zürich – sie ist aus irgendwelchen seltsamen Gründen autoritärer strukturiert als die neuere ETH Lausanne – haben Angst, dass beim Ausformulieren der Verordnungen plötzlich zum Beispiel die Forschungseinheiten als Departemente der Verwaltung deklariert werden, womit die Mitwirkungsrechte der Studierenden umgangen werden könnten. Ich möchte also sehr gerne von Ihnen, Herr Cotti, eine Bestätigung, dass die Unterrichts- und Forschungseinheiten, auch wenn sie als Departemente bezeichnet würden, trotzdem die von uns festgehaltenen Mitwirkungsrechte bekommen. Das ist eine ganz konforme Interpretation des Rechts. Sie wurde ja auch von Herrn Professor Fleiner, den Sie ja sicher sehr gut kennen, festgehalten.

Ich bitte Sie, das so geänderte, schon stark verbesserte Gesetz gutzuheissen und alle Anträge, die es noch weiter verbessern würden, ebenfalls, und ich danke Ihnen für Ihre Mitarbeit.

Frau Zölich: Die SVP-Fraktion beantragt Ihnen, auf die Vorlage einzutreten. Wir wollen eine Rechtsgrundlage schaffen für eine zukunftsgerichtete, international wettbewerbsfähige Hochschulpolitik des Bundes im Bereich der ETH; für eine Hochschulpolitik, die den Schulen möglichst viel Autonomie und Flexibilität gibt, die aber auch die Hochschulangehörigen vermehrt bei der Meinungsbildung, Entscheidungsvorbereitung und bei Entscheiden selber mitwirken lässt.

Der von unserer Kommission erarbeitete Gesetzesentwurf stärkt und steigert die Autonomie der beiden ETH und der Forschungsanstalten; er schafft moderne und effiziente Strukturen, passt die Mitwirkung der Hochschulangehörigen innerhalb des ETH-Bereichs den heutigen Verhältnissen an und integriert die Schulen und die Forschungsanstalten vermehrt in eine globale Bildungspolitik unseres Landes.

Die SVP-Fraktion unterstützt die Ausgestaltung der ETH und der Forschungsanstalten als autonome, öffentlich-rechtliche Anstalten des Bundes mit eigener Rechtspersönlichkeit. Der Autonomie sollen nur dort Grenzen gesetzt werden, wo langfristige Planung und Koordination von Lehre und Forschung dies erfordern.

Wir begrüßen auch die Verschiebung von Kompetenzen zu den einzelnen Schulen hin und ganz generell die Vereinfachung der Organigramme. Durch die Streichung der Direktion und der Versammlung des ETH-Bereichs erhalten wir eine wesentlich einfachere Aufgabenteilung mit kürzeren Wegen der Entscheidungsfindung. Als strategisches Organ funktioniert primär der ETH-Rat, dem neu als Linienorgan für die Erledigung der laufenden Geschäfte ein Delegierter im Vollamt beigegeben ist. Das Generalsekretariat ist als Stabsorgan des ETH-Rates ausgestaltet.

Bezüglich der Zusammensetzung des ETH-Rates werden wir uns in Artikel 22 der Fassung der Mehrheit anschliessen. Danach setzt sich der ETH-Rat aus dem Präsidenten, dem Vizepräsidenten und sieben Mitgliedern zusammen. Die beiden Schulpräsidenten, die Direktoren der von Geschäften betroffenen Forschungsanstalten sowie je ein Vertreter der Hochschulversammlung sollen in der Regel zu den Sitzungen eingeladen werden.

Auch der Gliederung der ETH in Schulleitung, Hochschulversammlung, zentrale Organe und Unterrichts- und Forschungseinheiten stimmen wir zu. Dabei unterstützen wir in Artikel 28 Absatz 1 die Fassung der Mehrheit, die festlegen will, dass die Schulleitung aus einem Präsidenten sowie weiteren ihm unterstellten Mitgliedern besteht. Der ETH-Rat soll die einzelnen Geschäftsbereiche bestimmen, für die die Mitglieder der Schulleitung verantwortlich sind.

Bei der Regelung der Zusammensetzung und der Aufgaben der Hochschulversammlung werden wir in Artikel 30bis der Fassung der Kommissionsmehrheit zustimmen. Wir werden unsere Haltung darüber in der Detailberatung noch erläutern. Bei der Ausgestaltung der Mitwirkungsrechte unterstützen wir in Artikel 31 ebenfalls die Fassung der Kommissionsmehrheit, dies aber mit der wichtigen Ergänzung – wie sie anlässlich der letzten Sitzung unserer Kommission noch vorgenommen wurde –, wonach Vertreter aller Gruppen der Hochschulangehörigen nicht nur bei der Meinungsbildung und Entscheidungsvorbereitung, sondern auch beim Entscheid über Fragen der Lehre, Forschung und Planung mitwirken sollen, sofern sie betroffen sind. Auch diese Haltung werden wir in der Detailberatung noch näher erläutern.

Der vorliegende Gesetzentwurf ermöglicht den ETH und den Forschungsanstalten, innerhalb den finanz- und bildungspolitischen Vorgaben des Bundes, eine freie Entfaltung ihrer wissenschaftlichen Lehr- und Forschungstätigkeit. Er verpflichtet die Schulen und Anstalten nicht nur zur Berücksichtigung der Bedürfnisse unseres Landes, sondern auch zur Erfüllung ihrer Aufgaben auf international anerkanntem Niveau und zur Pflege der internationalen Zusammenarbeit. Leitlinien von Lehre und Forschung jedoch sollen die Achtung vor der Würde des Menschen sowie die Verantwortung gegenüber unseren Lebensgrundlagen und der Umwelt bilden.

Dies sind ganz zentrale, richtungsweisende Bestimmungen dieses Gesetzentwurfs; ich bitte Sie, darauf einzutreten.

Kuhn: Auch in der LdU/EVP-Fraktion haben wir das neue ETH-Gesetz vorbesprochen. Dabei kam übereinstimmend zum Ausdruck, dass nach den Ergänzungen der vorberatenden Kommission von einem guten und fortschrittlichen Gesetz gesprochen werden darf. Einzig bei den Fragen der Mitbestimmung ist unsere Fraktion engagiert verschiedener Meinung. Das ist auch der Grund, warum wir unsere Fraktionseintretensreferate auf zwei Sprecher verteilen. Paul Günter wird anschliessend meine Ausführungen ergänzen und eventuell auch ein bisschen korrigieren.

Ich möchte vorausschicken, dass ich erst in der zweiten Hälfte der Kommissionverhandlungen zur Kommission gestossen bin. Trotzdem habe ich rasch den Eindruck gewonnen, dass in diesem Gremium äusserst seriöse Arbeit geleistet worden ist. Das Gesetz, wie es nun vorliegt, verdient wirklich breite Unterstützung. Wir dürfen auch feststellen, dass es sich gelohnt hat, ganze eindreiviertel Jahre lang am Gesetzesentwurf zu feilen und gezielt Ergänzungen anzubringen. Die Änderungen gegenüber der Botschaft des Bundesrates und der Fassung des Ständerates werden von unserer Fraktion begrüsst. Auch die sorgfältige und fortschrittliche Abfassung des Zweckartikels und der allgemeinen Ziele haben uns überzeugt. Es darf als ein hoffnungsvolles Zeichen des Umdenkens gewertet werden, dass in einem Gesetz von der Achtung vor der Würde des Menschen, von der Verantwortung gegenüber den Lebensgrundlagen und von der Notwendigkeit, die Auswirkungen der Technologie abzuschätzen, gesprochen wird. Auch die neue Organisationsstruktur der Technischen Hochschulen verdient Beachtung. Wir können uns vorstellen, dass mit dem ETH-Rat, einem vollamtlichen Delegierten des Rates, einem Generalsekretariat sowie der Schulleitung und der Hochschulversammlung eine optimale Organisation vorgesehen ist. Wird diesem Gesetz zugestimmt, so dürfen wir annehmen, dass gute Voraussetzungen geschaffen worden sind, der Schweiz und ihrer Wirtschaft im harten internationalen Konkurrenzkampf eine sichere Stellung zu erhalten.

Nun zu den umstrittenen Minderheitsanträgen: In Artikel 10 geht es um die Unterrichtssprachen. Wir haben uns gefragt, ob an einer technischen Hochschule heute noch auf die engli-

sche Sprache verzichtet werden kann. Es fehlt aber nicht am Verständnis dafür, dass nicht noch eine «fünfte Landessprache» im Gesetz aufgeführt werden soll.

Die übrigen vier Minderheitsanträge aus der Kommission und die vielen neuen Anträge aus dem Plenum betreffen zur Hauptsache die Mitwirkungsrechte der Studenten. Hier gehen – wie gesagt – die Meinungen in unserer Fraktionsgemeinschaft stark auseinander. Mit meiner Haltung, die sich mit der Mehrheit der Kommission deckt, blieb ich ziemlich alleine. Ich persönlich bin der Ansicht, dass dieses Gesetz bereits eine ganz erhebliche Mitbeteiligung der Studierenden und des Mittelbaus vorsieht. Dies trifft besonders dann zu, wenn wir heute dem einstimmig verabschiedeten Kommissionsantrag zu Artikel 31 zustimmen werden. Ich unterstütze diese Ergänzung, da es nicht verständlich wäre, wenn das neue Gesetz hinter die bereits bestehenden Rechte der Studenten zurückfallen würde.

Hingegen lehne ich alle übrigen Anträge ab, die eine noch weitergehendere Mitsprache und Vertretung anstreben. Ich bin der festen Überzeugung – und meine eigenen Erfahrungen während der Studienzeit, im Geschäft und in Organisationen haben es bestätigt –, dass hierarchisch aufgebaute Strukturen mit klarer Zuweisung von Kompetenzen, aber auch von Verantwortung, die besten Voraussetzungen für aussergewöhnliche Leistungen schaffen. Kollektive Führung, kollektive Verantwortung, zu grosse Gremien und Mitsprache in allen Belangen erschweren die Arbeit, verlangsamen die Entscheide und bringen eine Tendenz zum Mittelmass. Aber mittelmässige Hochschulen wollen wir nicht; solche gibt es bereits genug.

Ich finde es richtig, dass je ein Vertreter der Hochschulversammlung an den Sitzungen des ETH-Rates teilnehmen soll. Aber je zwei Vertreter, also total vier Leute im neunköpfigen ETH-Rat, sind unverhältnismässig. Ebenso wenig verstehe ich, warum in der Schulleitung die Mitglieder dem Präsidenten nicht unterstellt sein sollen. Der Schulpräsident trägt mit Recht die Gesamtverantwortung für die Führung der Hochschule, darum muss er auch führen dürfen. Wer trägt sonst die Verantwortung? Das Kollektiv wohl kaum!

Ob sich die Hochschulversammlung einer technischen Universität in die Professorenwahlen einschalten soll, ist für mich sehr fraglich. Ich glaube, dass wirkliche Spitzenfachleute berufen werden müssen und dass sie kaum durch ein grösseres Gremium herbeidiskutiert werden können. Zudem glaube ich, dass es richtig ist, dass die Hochschulangehörigen nur in den Bereichen Mitwirkungsrechte erhalten, von denen sie auch betroffen sind.

Aus all diesen Gründen ermuntere ich Sie, auf das Gesetz einzutreten und – was die Minderheitsanträge betrifft – voller Vertrauen mit der Mehrheit zu stimmen.

Günter: In der Demokratie muss man manchmal sehr lange warten. Ich habe 1968 als Student noch mitgeholfen, Unterschriften zu sammeln für das Referendum gegen das ETH-Gesetz – das quasi als politische Jugendsünde. Ich habe die Kollegen an der ETH bewundert, die 1969 den Abstimmungskampf nicht nur geführt, sondern zu jedermanns Überraschung dann auch noch gewonnen haben. Zentral war damals bereits die Mitwirkung von Studenten und Mittelbau bei möglichst vielen Vorgängen, welche das Studium beeinflussen.

Der Landesring hat schon damals diese Anliegen unterstützt. Es liegt in unserem Credo, dass man verantwortungsvolle Bürgerinnen und Bürger auch verantwortlich handeln lassen soll. An unseren Hochschulen studiert die Elite der Nation. Alle dort Anwesenden sind, sofern sie Schweizer sind, stimm- und wahlberechtigt. Alle sind daran interessiert, guten Unterricht zu erhalten; alle sind daran interessiert, erfolgreich zu studieren und sich gut auf das kommende Berufs- und Erwerbsleben vorzubereiten. Alle sind am direktesten betroffen von den Entscheiden, die an diesen Institutionen getroffen werden: All das spricht dafür, sie an diesen Entscheiden zu beteiligen. Natürlich werden gegenüber demokratischen Entscheiden immer die gleichen Bedenken angemeldet, nämlich: ob das «tümbe» Volk dann auch wirklich die Vorlagen bzw. Wahlen richtig begreife und ob man so «komplizierte Entscheide» nicht Spezialisten überlassen solle.

Unser Staat ist mit diesem System bis jetzt eigentlich ganz gut gefahren. An der Hochschule sind gegenüber Volksabstimmungen die Verhältnisse sogar noch viel idealer, indem dort junge Menschen mit einer hervorragenden Bildung zum Mitmachen herangezogen werden sollen.

Es ist im übrigen wichtiger Teil ihrer Bildung, diese Prozesse und Entscheidungsmechanismen kennenzulernen und mit ihnen umgehen zu lernen. Ich darf als Exkurs in die Unternehmensführung doch darauf hinweisen, dass das Unternehmen, das dem Landesring immer noch nahesteht, eine starke Mitbeteiligung und Mitverantwortung von Konsumenten wie Angestellten kennt, und zwar viel weitergehend, als das sonst in der Wirtschaft üblich ist. Vielleicht gerade wegen dieser Tatsache ist es auch wirtschaftlich ein ausserordentlich erfolgreiches Unternehmen.

Der Präsident und die Professoren der ETH dürfen ihre Ängste vergessen: Niemand will eine schlechte ETH; auch die Studenten nicht und der Mittelbau schon gar nicht. Die Vorschläge der Minderheit für mehr Mitwirkung werden keinesfalls zu einer schlechter funktionierenden ETH führen. Was investiert werden muss, wenn Entscheide in etwas grösserem Kreise gefällt werden, ist etwas mehr Zeit. Diese Zeit aber ist ausserordentlich gut investiert, wenn wir bedenken, dass die ETH künftige Kader ausbildet. Ich kenne viele junge Leute, welche studieren. Ich weiss daher, dass ihre überwältigende Mehrheit das Beste für ihre Institutionen will. Vielleicht ist allerdings das, was sie als das Beste für diese Institutionen ansehen, nicht ganz genau dasselbe wie das, was ihre zwanzig bis vierzig Jahre älteren Professoren für das Beste halten. Angesichts des rasenden Wandels unserer Gesellschaft kann es aber nur von Gutem sein, wenn die Meinung derjenigen in die Entscheidungsprozesse miteinfliesst, die dann später die Folgen dieser Entscheide ausbaden haben. Ich möchte hier noch einmal darauf hinweisen: An der ETH werden Kader ausgebildet; und jeder, der eine Kaderstelle einnimmt, weiss, dass er mindestens einen Drittel seiner Zeit für Dinge braucht, die gar nichts mit seinem Beruf im engeren Sinn zu tun haben, sondern mit Entscheidungsprozessen: Es geht darum zu wissen, wie man mit dieser Gesellschaft umgeht; zu wissen, wie man Stellen bekommt; zu wissen, wie man zu Finanzen kommt. Das lernt man nicht im Fachstudium. Schon daher ist es absolut zwingend und notwendig, dass unsere zukünftigen Kader möglichst frühzeitig miteinbezogen werden und in diese wichtigen Dinge hineinwachsen.

In diesem Sinne befürwortet unsere Fraktion einhellig Eintreten auf das Gesetz. Sie stimmt aber grossmehrheitlich den Minderheitsanträgen zu, welche die Mitwirkungsrechte der Studenten und des Mittelbaus etwas ausbauen möchten.

Noch eine Bemerkung: Wir haben gesehen, dass die Anliegen der Frauen im Gesetz vergessen wurden. Wir sind der Meinung, dass die entsprechenden nun noch eingereichten Anträge zu unterstützen sind. Die LdU/EVP-Fraktion wird mit einem Antrag zu Artikel 12 – Absatz 6 (neu) – versuchen, einen Weg aufzuzeigen, wie man die Zahl der Frauen im Kader der ETH vermehren und damit auch noch die Qualität steigern könnte.

Ich danke Ihnen und bitte um Zustimmung zum Gesetz.

Büttiker: Beim ETH-Gesetz geht es darum, dass das Monopol der Hochschulausbildung und Hochschulforschung im Bereich der Technik in der Schweiz wieder auf Jahre hinaus geregelt wird. Deshalb müssen wir ein gutes Gesetz machen, und ich glaube, Frau Uchtenhagen, auch wenn wir nicht allen Minderheitsanträgen zustimmen, dass das ein gutes Gesetz wird. Wir müssen uns das Ziel setzen, die beiden ETH wieder an die Weltspitze der technischen Hochschulen zu bringen. Dies hat nichts mit Rekordsucht zu tun, sondern damit, dass der Faktor «Wissen» die zentrale Grösse für unsere zukünftige Lebensqualität sein wird. Es ist bekannt: Die Schweiz verfügt weder über Rohstoffe, noch ist sie in der Lage, im Bereich der Massenproduktion mit anderen, grösseren und lohngünstigeren Ländern zu konkurrieren. Wollen wir dennoch unser Wohlstandsniveau bewahren, sind wir auf die Erhaltung und auf den Ausbau stark wertschöpfender Produktionszweige und der Dienstleistungen angewiesen. Wesentliche, wahrschein-

lich die wichtigsten Voraussetzungen dafür sind die Qualifikationen der Arbeitskräfte, der Bevölkerung insgesamt, eine Grundlagenforschung auf Weltniveau sowie Methoden, Instrumente und Anreize, um Ergebnisse der Forschung möglichst rasch in die Praxis umzusetzen. Der Zeitgeist hegt hohe Erwartungen an die ETH im Rollenspiel Wirtschaft/Staat/Hochschule. Die Halbwertszeit gültigen, neuen Wissens schrumpft ständig, und die Marktgängigkeit industrieller Produkte wird immer kürzer. Die Erstausbildung von Hochschulabsolventen genügt nicht mehr ein Leben lang; der Schulsack muss immer wieder neu bestückt werden. Rekurrente Bildung ist gefragt. An diese neuen Herausforderungen muss sich eine moderne technische Hochschule rasch anpassen, ohne dabei die auf langfristige Problemstellungen ausgerichtete Vordenkerrolle zu vernachlässigen. Ausgehend von diesen Überlegungen begrüsst die FDP-Fraktion die weitgehende Autonomiestellung der ETH als autonome öffentlich-rechtliche Anstalten des Bundes mit Rechtspersönlichkeit.

Die den ETH und den Forschungsanstalten durch das Gesetz ausdrücklich verliehene Autonomie gründet in erster Linie auf der Lehr- und Forschungsfreiheit sowie auf der Lernfreiheit, aber auch auf der Erkenntnis, dass dynamische Anpassungen nur durch möglichst selbständiges Handeln und durch die Uebernahme von unternehmerischer Verantwortung möglich sind. Eng verbunden mit der Forderung nach möglichst grosser Autonomie der ETH und der Forschungsanstalten ist nach Meinung der FDP der Ruf nach möglichst einfachen Organisationsstrukturen. Die Organisation des gesamten Bundeshochschulbereiches muss so strukturiert werden, dass möglichst viel Autonomie der Hochschulen und Forschungsanstalten resultiert und dass sich die Lehr- und Forschungsbetriebe effizient und dynamisch entfalten können. Daher müssen die Kompetenzen möglichst weit unten angesiedelt und die Abläufe möglichst einfach gestaltet werden.

Deshalb unterstützt die FDP-Fraktion die neue Lösung der Nationalratskommission, die eine klare politische Linienorganisation schaffen will. Danach wird der Bundeshochschulbereich künftig nicht mehr dem Gesamtbundesrat, sondern dem EDI unterstellt, und der ETH-Rat erhält als strategisches Organ die unternehmerische Hauptverantwortung für den gesamten ETH-Bereich. Folgerichtig im Sinne der Vereinfachung der Organisationsstrukturen und einer echten Verschiebung der Aufgaben und Kompetenzen nach unten ist die ersatzlose Liquidierung des operativen Führungsorgans ETH-Bereich-Direktorium; denn damit werden gleichzeitig die Schul- und Forschungsanstaltsleitungen aufgewertet und gestärkt, weil sie nun weitgehende operative und direkte Führungsbefugnisse erhalten.

Die FDP-Fraktion befürwortet in diesem Zusammenhang auch den Kommissionsvorschlag, der sowohl auf ETH-Ratsebene als auch auf der Ebene der Führungsorgane der Hochschulen und Forschungsanstalten ein präsidiales Führungssystem vorsieht. Dies hat den Vorteil, dass die Verantwortung rechtlich und politisch jeweils von einer Einzelperson und nicht durch ein Kollegialorgan wahrgenommen wird. Im Bereich der Mitwirkungsrechte der Hochschulangehörigen möchte die FDP-Fraktion das, was sich unter dem Regime der Uebergangslösung seit 1970 bewährt hat, ergänzt mit einigen gezielten Verbesserungen, zur Gesetzesnorm erheben. Das heisst: eine verstärkte Mitwirkung der Hochschulangehörigen bis und mit Entscheidungsfindung auf Stufe Abteilung im Departement und auf Stufe Hochschulleitung ist zu begrüssen.

Durch die extreme Verschiebung der Aufgaben und Kompetenzen nach unten, vor allem auf die Stufe Schulleitung, ergeben sich zwangsläufig vermehrte Einflussmöglichkeiten der Hochschulangehörigen. Dies müsste man bei der gesamten Diskussion um die Mitwirkungsrechte auch berücksichtigen. Dass vor allem aus Kreisen der Studentenorganisationen eine verstärkte Einflussnahme der Hochschulbasis auf Professorenwahlen gefordert wird, können wir durchaus verstehen. Aber aus den bisherigen Erfahrungen, aus Gründen einer sauberen Kompetenzenabtrennung und im Interesse eines rasch funktionierenden Rekrutierungssystems für wirklich gute Leute lehnt die Mehrheit der FDP-Fraktion in diesem Weichteil eine verstärkte Mitwirkung der Hochschulangehörigen ab.

Hingegen unterstützt die Mehrheit der FDP-Fraktion in Artikel 22 Absatz 2 den Minderheitsantrag Ulrich, weil wir bereit sind, hier den Hochschulversammlungen eine Doppelvertretung zuzugestehen, damit die Studenten auch wirklich eine Chance haben, zu ihrer Vertretung zu kommen. Auch unterstützen wir in Artikel 30bis Absatz 5 den neuen Antrag Uchtenhagen, der nichts anderes will als das, was die jetzige Praxis bereits ermöglicht, nämlich die Beteiligung der Gruppen der Hochschulangehörigen am Vernehmlassungsverfahren.

Dem in letzter Minute neu formulierten Artikel 31 mit der Erweiterung der Mitwirkungsrechte auf die Entscheidungsfindung kann die FDP-Fraktion zustimmen, weil dies bereits unter der Uebergangsregelung gängige Praxis war.

Im übrigen findet es die FDP-Fraktion bei zwei ETH und drei Landessprachen plus das Rätormannsche nicht mehr zeitgemäss und zweckmässig, in Artikel 10 das Territorialprinzip zu verankern. Hier unterstützen wir die Minderheit Fierz.

Unterstützung durch die Fraktion finden im neuen ETH-Gesetz die Vorkehrungen, die sicherstellen sollen, dass der ETH-Bereich an den gesamtschweizerischen Bestrebungen zur Koordination und Planung im Hochschulwesen mitwirkt und an gleicher Stelle die internationale Öffnung und Ausrichtung unserer Technischen Hochschulen nachhaltig gefördert werden.

Der ETH-Bereich erhält nach Auffassung der FDP-Fraktion mit diesem neuen Gesetz eine moderne und gute Rechtsgrundlage, mit der wir in den technisch-wissenschaftlichen Disziplinen einen qualitativ hochstehenden Nachwuchs in ausreichender Zahl ausbilden können und über die Hochschulforschung in den für unser Land wichtigen Grundwissenschaften den unerlässlichen Nährboden bereitzustellen vermögen.

Der Stossrichtung des neuen ETH-Gesetzes – Autonomie, Eigenverantwortung, einfache und moderne Organisationsstrukturen, dynamische Anpassungen an neue Entwicklungen, innerstaatliche Koordination und internationale Ausrichtung – kann die FDP-Fraktion vorbehaltlos zustimmen.

Wir empfehlen Ihnen deshalb, auf die Vorlage einzutreten und dem Vorschlag der Mehrheit der Nationalratskommission mit den erwähnten Ausnahmen zuzustimmen.

Fierz: Die grüne Fraktion ist für Eintreten. Wir möchten hier nicht alles wiederholen, was schon gesagt wurde. Wir möchten nur auf einige Punkte, die nicht erwähnt wurden, eingehen. Wir haben schon in der Kommission festgestellt: Der Bund gibt den kantonalen Hochschulen und den Höheren Technischen Lehranstalten immer mehr Geld und bemüht sich immer mehr um Koordination auch in diesem Bereich. Er muss deshalb auch dort eine gewisse Mitsprache erhalten. Und in diesem Sinne hat das ETH-Gesetz eben auch einen Modellcharakter; es widerspiegelt, was wir in der Hochschulpolitik überhaupt wollen. Es wirkt über die ETH hinaus und verdient deshalb, dass wir eingehend darüber nachdenken, was wir in der Kommission auch getan haben. Es ist sozusagen ein Modellgesetz, das zeigt, worauf es ankommt.

Ferner kann man feststellen, dass die ETH eigentlich die einzigen Hochschulen in der Schweiz sind, die müheless den Vergleich mit den besten Institutionen auf der ganzen Welt aushalten. Wir können da Nobelpreise anführen und eine grosse Tradition von produktiven Instituten. Wir müssen also zu dieser Qualität sicher Sorge tragen, das heisst natürlich insbesondere, dass die Berufungsverfahren weiterhin von hoher Qualität sein müssen.

Die grüne Fraktion sieht in diesem Gesetz folgende Schwerpunkte:

1. Die regelmässige Ueberprüfung der Professoren war uns sehr wichtig. Gewiss, das passiert an den ETH bereits. Aber auch hier geht es um den Modellcharakter: es passiert eben nicht in den Kantonen. Ich erinnere z. B. an den Fall eines gerichtsmedizinischen Professors, der sich an der Berner Universität seit Jahren unmöglich benommen hatte und nicht abgewählt werden konnte. Das hat Unsicherheiten in der Rechtspflege bewirkt. Wir sagen mit diesem Gesetz auch den Kantonen: Wenn ihr weiterhin Geld wollt, dann müsst ihr eure Dozenten überprüfen.

2. Wichtig erscheint uns die Möglichkeit der privatrechtlichen Anstellung für Professoren und Direktoren. Das wirkt der Ver-

beamtung und der Verkrustung entgegen und ist im Sinne einer «grünen Beweglichkeit» von uns zu unterstützen.

3. Wir müssen uns darüber aufhalten – auch ich selber als Kommissionsmitglied muss das gestehen –: Wir haben die Frauenanliegen etwas vergessen. Schon in der sprachlichen Formulierung des Gesetzes wurden sie vergessen. Wir werden aus der Fraktion diesbezügliche Anträge einbringen und andere Anträge auch unterstützen.

4. Die Mitbestimmung ist für die grüne Fraktion ein grosses Anliegen. Sie unterstützt die diesbezüglichen Anträge mit grosser Mehrheit. Mitwirkung an den ETH heisst vor allem Mitwirkung der Jungen, denn die Alten haben ja das Sagen dort. Es heisst: Mitwirkung, weniger Gerontokratie. Die Anliegen der Jugend sind die Anliegen der Zukunft. Ich erinnere daran, wie Mark Twain einmal die Schule definiert hat: «Die Schule ist die organisierte Abwehr der Alten gegenüber der Jugend.»

Solche Mechanismen müssen wir vermeiden. Denn es ist uns schon etwas unbehaglich, wenn wir auf die vergangenen Jahre der Forschungspolitik zurückblicken: Wurden dort in den grossen Linien nicht gewisse zukunftssträchtige Entwicklungen vergessen oder verschlafen? Hat die ETH zum Beispiel neue Werkstoffe wie die Keramik zeitgemäss aufgenommen? Wird die tieregerechte Nutztierhaltung, die Nutztierethologie, so gefördert, wie sie es verdient? Wird die Landwirtschaft ohne Chemie mit Kreisläufen im Sinne der Permakultur so erforscht und gefördert, wie es heute nötig wäre? Wird an der Architekturabteilung die Sonnenarchitektur der dritten Generation, die sogenannte Klimatektur, so erforscht und gelehrt, wie es nötig wäre? Wir müssen uns auf eine Welt einstellen, in der es kein Öl mehr geben wird. Gerade heute darf man das wieder sagen. Es ist möglich, ohne Öl warme Häuser zu haben. Aber man muss sie auch bauen und diese Bauweise unterrichten.

Seit Jahren wollte das Paul-Scherrer-Institut mehr Geld in die Entwicklung von Alternativenenergien stecken. Es wurde daran gehindert. Wir müssen unseren Freunden von der Linken sagen, dass es von Herrn Direktor Kiener (SP) behindert wurde. Und zur Eidgenössischen Forschungsanstalt für Wald, Schnee und Landschaft: Seit 1983 geht es dem Wald nie so schlecht wie heute, und nie waren die Communiqués dieses Instituts so beruhigend wie heute; da stimmt etwas nicht. Wurde ein bequemer Direktor eingesetzt? Auf diese Fragen kann das Gesetz keine Antwort geben. Aber was nützt das beste Gesetz, wenn wir die Anliegen der Zukunft und der Jugend vergessen?

In diesem Sinne möchte ich all den leitenden Gremien mitgeben, dass sie diese Anliegen nicht vergessen sollten, auch wenn man in Einzelfragen der Mitbestimmung geteilter Ansicht sein kann.

Mme Paccolat: Le projet de loi sur les Ecoles polytechniques fédérales proposé par la commission est l'émanation d'un travail de réflexion, de concertation politique et de vision moderne de la politique d'enseignement et de recherche scientifique ouverte sur l'avenir. Le groupe démocrate-chrétien est sensible au travail qui a été fourni par la commission pour atteindre ces objectifs et à la collaboration efficace de l'administration qui a favorisé l'évolution positive du projet: un projet qui vise un modèle de structure efficace, un système de participation applicable et une conception plus souple du régime financier. Plutôt que de renvoyer le projet à son auteur, la commission, avec la bonne volonté de chacun des membres et l'engagement quasi professionnel du président, a assumé la responsabilité du travail et la recherche du consensus. Le résultat est appréciable.

Après ces remarques liminaires, nous en venons aux considérations générales. Il est temps, à l'heure où se prépare l'espace européen éducatif, que notre pays se dote d'une loi moderne sur les Ecoles polytechniques. Le provisoire qui dure depuis 1969 a permis il est vrai de procéder à des expériences qui ont servi à l'élaboration de cette nouvelle loi. Toutefois, une nouvelle loi s'impose rapidement, une loi qui réponde à la plupart des attentes légitimes des partenaires impliqués, quoiqu'il serait bien illusoire, même en cette année de l'utopie, de croire à la confection de la loi idéale. La souplesse des instruments et l'ouverture d'esprit des responsables de l'ensei-

gnement et de la recherche sont des garants du mieux, de l'adaptation et du changement possibles. Réussira-t-on dans ce débat à éviter que l'enjeu se focalise sur la participation, jusqu'à l'utiliser comme un instrument de menace du référendum? Nous le souhaitons et reviendrons plus tard sur le modèle de participation consensuel proposé par la commission. Dans le cadre des considérations générales, nous souhaiterions émettre une réflexion qui a trait à la diversité culturelle de notre pays: La commission a introduit le principe de la territorialité de la langue, en règle générale, qui s'ajoute à la tâche des Ecoles polytechniques fédérales consistant «à encourager la compréhension des valeurs culturelles.» Ce souci légitime devient plus pertinent – le débat de la commission fut révélateur à ce sujet – lorsqu'il apparaît que dans notre pays, la présence de deux Ecoles polytechniques fédérales, la mère et la fille, impliquerait parfois deux dispositions légales tant la réalité de l'une et de l'autre, dans certains cas, sont différentes. Nous demandons donc que les efforts de collaboration s'intensifient – à commencer par la mobilité des étudiants, des professeurs et des chercheurs, car significative est la statistique de la mobilité – et que la perméabilité s'opère également avec les universités et les Ecoles techniques supérieures. Le Parlement a l'opportunité, par l'examen quasi simultané des lois sur l'aide aux universités et sur les Ecoles polytechniques, de mettre l'accent sur la politique d'enseignement et de recherche de nos hautes écoles dans un temps de changement influencé par le processus européen. Le groupe démocrate-chrétien souscrit à la volonté que le Parlement dans le futur puisse se prononcer chaque quatre ans sur les rapports exigés tant dans les deux présentes lois que dans la loi sur la recherche. Non seulement ce processus va favoriser une vue d'ensemble, mais il ne peut que stimuler la collaboration souhaitée entre les différents organes tant consultatifs qu'exécutifs.

Nous ajouterons également que l'article 4bis des Buts généraux est nettement plus digeste dans sa mouture actuelle. Si le Conseil des états a été bien inspiré, la forme toutefois méritait d'être ciselée. Les principes d'éthique, d'esprit d'initiative, de pensée interdisciplinaire nous paraissent d'autant mieux fondés en cette période de mutation économique que nous traversons car globalement, notre économie suisse se tertiarise et de nouveaux profils de qualification professionnelle émergent. Il s'ensuit que le rythme auquel ces changements se produisent exige des capacités individuelles de mobilité d'esprit, de flexibilité des savoirs, de capacité de communication et de coopération, pour ne citer que quelques comportements indispensables.

Le potentiel de créativité scientifique et technologique devient de plus en plus, dans la concurrence économique, un enjeu central. D'où la nécessité du développement de la recherche fondamentale et appliquée qui exige des ressources croissantes de la part des institutions et des entreprises. Il nous apparaît que le développement de la formation continue est la stratégie tout à fait adéquate pour conserver ce potentiel d'innovation et de créativité indispensables au maintien de la compétitivité, ne serait-ce que dans les perspectives qu'ouvre la dynamique européenne. C'est pourquoi il est tout à fait approprié d'étendre la mission des Ecoles polytechniques fédérales également à l'organisation de la post-formation et de la formation continue, tâche appelée à se développer, pour autant que les moyens suivent.

Le groupe démocrate-chrétien entrera en matière sur ce projet de loi et apprécie favorablement les modifications apportées par la commission. Pour s'en tenir à l'essentiel, nous dirons que l'attribution de la personnalité juridique aux deux Ecoles polytechniques et aux établissements de recherche leur octroie une gestion efficace allée à une responsabilité engagée. Ce statut se justifie au regard de l'ouverture des Ecoles polytechniques vers l'économie, la collaboration avec des centres d'excellence.

A titre d'exemple, l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne envisage de créer une nouvelle section de formation d'ingénieurs en systèmes de communications. Télécom Paris, la grande école française formant des ingénieurs des télécommunications, est étroitement associée à ce projet. Les PTT,

ASCOM, ont également participé à son élaboration. D'autres partenaires suisses et étrangers, notamment la technopole de Sophia Antipolis près de Nice, seront associés. Cette collaboration EPFL/Télécom Paris/Sophia Antipolis s'inscrit pleinement dans l'Europe en devenir.

De plus, envisageons qu'un pays de la Communauté – la France – pourrait reconnaître le diplôme d'ingénieur EPF. Cet exemple ne tend qu'à démontrer combien l'esprit d'entreprise des Ecoles polytechniques est important et est imposé par les nouvelles relations des écoles avec l'économie, avec la création de centres d'excellence, le développement de la formation continue. Cet esprit d'entreprise se conjugue mieux encore avec le statut de personnalité juridique, ce à quoi il faut ajouter que le garde-fou est imposé par les limites de la planification et de la coordination sur le plan de l'enseignement et de la recherche.

La structure de l'organisation est un élément central de cette loi. La décision du Groupement de la science et de la recherche a orienté la décision de suppression des échelons de la direction du domaine des Ecoles polytechniques et de l'assemblée commune aux deux écoles. Par rapport au projet initial, cette structure présente l'avantage de la souplesse, de la conduite et de l'efficacité de la consultation. Mais il importe que cette structure favorise véritablement la réalisation des objectifs de collaboration et de coordination explicite à l'article nouveau 2bis.

Nous en venons au point central, le système de participation. La participation à la place de travail et la participation fonctionnelle reviennent au goût du jour dans les modèles de management et de culture d'entreprise qui sont stimulés par la concurrence qui tend à se déplacer au niveau de la motivation et de la créativité. La participation au niveau universitaire s'inscrit dans cette vision de culture et de management d'entreprise. Cependant, soyons réalistes et reconnaissons que du principe à la fonctionnalité, le degré d'enthousiasme peut diminuer.

Le groupe démocrate-chrétien défend le principe de la participation en tant que droit concret et effectif des membres des Ecoles polytechniques fédérales, là où ces derniers sont directement concernés. La participation devrait pouvoir s'exercer largement dans le cadre de l'assemblée d'école.

Nous pensons que la volonté de participation n'existe que pour autant que les personnes impliquées se sentent concernées et engagées dans le processus. A l'article 31, le groupe démocrate-chrétien est favorable à la version de la majorité de la commission qui a clarifié le texte pour expliciter la co-décision des étudiants dans les unités d'enseignement et de recherche.

Finalement, la conception plus souple du régime financier autorise les Ecoles polytechniques fédérales à se gérer selon des règles de gestion d'entreprise. Dans le contexte d'évolution technologique rapide et de collaboration qui se veut intensifiée avec l'économie, le groupe démocrate-chrétien approuve ces dispositions financières adaptées aux besoins de notre temps.

En conclusion, ce projet de loi permet d'être confiant à l'égard de l'adaptation de l'enseignement et de la recherche de nos Ecoles polytechniques fédérales et de nos instituts de recherche, face à la rapide évolution technologique internationale et face aux changements de notre société. Le groupe démocrate-chrétien vote l'entrée en matière et souscrit aux propositions de la commission.

Präsident: Die liberale Fraktion verzichtet auf das Wort. Sie ist mit dem Eintreten einverstanden.

M. Cotti, président de la Confédération: La loi sur les Ecoles polytechniques fédérales date de 1854. En 1855, fut créée à Zurich la première Ecole polytechnique fédérale de Suisse par Stefano Franscini, le premier Tessinois membre du Conseil fédéral, le seul qui ait été avant moi au Département fédéral de l'intérieur. Il s'agissait d'une toute petite école qui a joué un rôle essentiel dans le développement socio-économique de notre pays, et l'on pourrait facilement établir des parallèles étonnants entre l'évolution économique du pays, surtout dans le secteur de l'innovation scientifique, et l'activité et le dévelop-

pement de l'Ecole polytechnique de Zurich et, ces vingt dernières années, de celle de Lausanne. Nous avons commencé avec une très petite école en 1855; nous avons aujourd'hui deux écoles, plus de 10 000 personnes y travaillent, leur budget dépasse le milliard; ces deux écoles, tout le monde en est conscient, sont essentielles pour l'avenir du pays. Tout ce travail a été accompli sans modifier substantiellement la loi de 1854. Les écoles se sont développées sur une base juridique très pragmatique, qui nécessite, bien sûr, une révision radicale, une reprise en main formelle, que les évolutions à l'échelle de notre continent rendent de plus en plus urgentes. Toutefois, soyons bien au clair, comme M. Fierz l'a dit, la loi ne va en aucune manière guider les choix substantiels, les choix matériels que les écoles et les responsables politiques au-dessus des écoles ont faits et feront dans le futur. Il va de soi que les options scientifiques ultérieures ne dépendent pas de la loi qui règle les questions de l'organisation, des structures, de personnel et des finances. En aucun cas cette loi ne pourra fixer les contenus, les priorités et les options de la politique des écoles pour ces prochaines années.

C'est pourquoi je tiens à souligner que les grandes options dans le secteur de la politique scientifique (Mme Uchtenhagen a dit ici qu'il faut la réaliser au fur et à mesure, j'en ai convenu plusieurs fois dans le cadre de la commission) seront clairement formulées, fondées sur des priorités évidentes et réalisables par tout le monde. L'on pourra bien sûr être d'accord ou non avec cette politique, mais elle doit de toute manière faire son chemin. J'ai même l'espoir, Madame Uchtenhagen, que cette recherche d'une politique plus solide pourra être conduite en partie au moins déjà dans le cadre du message concernant l'encouragement de la recherche scientifique durant la période 1992-1995. Non seulement le Conseil fédéral montre clairement par des demandes financières très élevées que la recherche fait partie de ses priorités, mais il indique aussi quelles seront ces priorités. Nous avons essayé pour cela de nous donner, dans le cadre du département, des structures plus fortes et plus solides dans ce secteur. Avec ou sans l'union personnelle à laquelle vous avez fait allusion et à laquelle nous avons renoncé, ces structures devront nous aider à mieux conduire cette politique, à la soumettre au Parlement et à voir si ce dernier l'approuve ou s'il propose éventuellement des modifications que nous serons toujours disposés à examiner. Donc une loi qui ne prévoit rien de matériel, mais qui crée les structures formelles, les bases de l'organisation, devrait permettre de mieux dégager qu'auparavant les options essentielles des écoles. Je le répète, cette loi-cadre, cette loi formelle, peut certainement être améliorée. J'atteste ici, Monsieur le Président de la commission, Monsieur le Rapporteur de langue allemande, l'excellent travail effectué par la commission dans les différents secteurs, même dans ceux où elle a voulu modifier les propositions du Conseil fédéral. Nous allons en grande partie, vous le verrez, accepter les modifications apportées par la commission et, avant d'entrer dans le détail de ces modifications, je voudrais préciser quelles sont les conditions-cadres auxquelles le Conseil fédéral tient. Il y en a deux.

Elles se réfèrent à la flexibilité mentionnée par Mesdames Paccolat, Zölch et Uchtenhagen, qui est nécessaire, voire obligatoire au niveau de l'école. Ces limites sont posées par l'exigence de la conduite de l'école, c'est-à-dire de par la nécessité d'appliquer la plus grande souplesse possible tout en gardant les responsabilités essentielles de conduite. Le transfert vers le bas de certaines responsabilités de direction de l'école a été proposé par la commission de manière à introduire davantage de flexibilité tout en évitant de remettre en cause la conduite. C'est la raison pour laquelle le Conseil fédéral peut donner son aval sur ce premier élément de renforcement.

Le deuxième aspect a trait à la participation. Je prévois que la discussion au sein de ce conseil se déroulera essentiellement autour de ce problème. Le Conseil fédéral a toujours affirmé, et je l'ai confirmé plusieurs fois, notamment en recevant des représentants des étudiants des EPF, que nous sommes absolument favorables à la participation la plus large possible dans le cadre des EPF. Je tiens à répéter cette affirmation une nouvelle fois devant vous, avec la plus profonde conviction. Mais, la participation doit aussi avoir des limites. Où sont-

elles? Là où les exigences d'une conduite claire et performante doivent prévaloir. On examinera dans le débat de détail les formulations proposées en matière de participation. Le Conseil fédéral avait eu une vue très large de cette dernière en suggérant même la constitution d'une assemblée du Conseil des écoles dans le cadre de laquelle tous les problèmes et toutes les difficultés de l'école auraient pu être amplement discutées avec la participation intégrale de tous les groupes de personnes relevant de l'école. La commission n'a pas considéré cette assemblée comme essentielle. D'ailleurs, les différents groupes de membres des écoles aussi ne l'avaient pas estimée indispensable. Par conséquent, le Conseil fédéral n'entendait pas mener une bataille contre les moulins à vent. Celle-ci avait été présentée par souci de renforcer la participation. Si on trouve d'autres voies préférables, le gouvernement n'a aucune raison de s'y opposer.

J'en viens maintenant à quelques éléments spécifiques des propositions de la commission. J'ai déjà mentionné la flexibilité et l'autonomie qui sont transférées vers le bas dans les structures, c'est-à-dire en direction des écoles. Cette opération est tout de même pratiquée avec soin, de manière à maintenir les compétences du Conseil des EPF au niveau de la coordination des écoles. Ces éléments peuvent être acceptés par le Conseil fédéral. D'ailleurs, ce transfert vers les échelons hiérarchiques inférieurs représente également un facteur supplémentaire contribuant au renforcement de la participation.

La commission a eu une longue discussion relative aux structures de conduite plus spécifiques et à la fameuse direction du domaine des EPF que l'exécutif avait suggéré de mettre sur pied. La commission a modifié les propositions du Conseil fédéral en créant, au lieu d'une direction, ce qu'elle appelle un délégué du Conseil des EPF. Nous n'avons aucune raison de nous opposer à cette suggestion. Il me paraît d'ailleurs de plus en plus que, indépendamment de la personne, le délégué assumera un rôle très important au niveau des écoles. Au fond, cela revient à confirmer l'exigence d'une structure centrale et solide. Nous sommes donc tout à fait d'accord avec la proposition présentée.

Comme on l'a vu, la commission a aussi transféré vers le bas certaines compétences du Conseil des EPF. Cela est accepté par le Conseil fédéral, même s'il estime que la très haute fonction stratégique de ce dernier est un peu touchée par cette proposition. Cependant – je reviens sur ce que je disais précédemment – la mise en place au Département fédéral de l'intérieur du Groupement de la science et de la recherche avec des fonctions éminemment stratégiques contrebalance partiellement les exigences stratégiques affaiblies par les propositions de la commission. Nous espérons ainsi que la restructuration du réseau des diverses institutions reste acceptable, rationnelle et n'entrave pas, Monsieur Kuhn, cette nécessité de conduite ferme qui reste une exigence essentielle pour le Conseil fédéral.

Je tiens à remercier aussi la commission d'avoir soutenu, dans l'optique de l'autonomie des écoles, les propositions du Conseil fédéral qui avaient été rejetées par le Conseil des Etats, concernant l'article 34 relatif à la gestion financière. Il ne fait aucun doute qu'une Ecole polytechnique représente une entité administrative très différente de l'administration fédérale courante, et il faut donc envisager pour ces écoles certains éléments de flexibilité – je dirais même certaines exceptions, comme en prévoit l'article 34. De même, le fait que les Ecoles polytechniques soient désormais subordonnées directement au Département de l'intérieur et non plus au Conseil fédéral dans son ensemble – il est toujours utile de consolider les compétences auprès d'un département – nous rassure. Je le répète: l'autonomie en matière de finances et de personnel ne sera mise en jeu qu'en cas de besoin absolu pour la bonne conduite de l'école.

Enfin, ce souci d'autonomie s'exprime aussi par le fait que la nomination des professeurs incombe désormais exclusivement au Conseil des EPF, sans passer par le Conseil fédéral. J'ai pu constater moi-même pendant quatre ans que le Conseil fédéral n'assumait qu'une tâche tout à fait formelle, les professeurs doivent être choisis par les instances compétentes. Le Conseil des EPF est certainement l'instance ici compétente.

En conclusion, je dirai que les propositions du Conseil fédéral, modifiées grâce au travail de la commission, représentent désormais un pas en avant important pour assurer à l'avenir à nos écoles le meilleur cadre possible et pour leur permettre de jouer ce rôle fondamental dans le développement socio-économique du pays qui a été le leur jusqu'à présent et qui doit continuer de l'être dans le futur.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière*

Antrag Leutenegger Oberholzer

Sprachliche Gleichbehandlung von Frau und Mann
Die Redaktionskommission wird beauftragt, das ETH-Gesetz 87.078 sprachlich dahingehend zu überarbeiten, dass die sprachliche Gleichbehandlung von Frau und Mann gewährleistet ist und die sprachliche Diskriminierung der Frauen beseitigt wird.

Proposition Leutenegger Oberholzer

Formulation non sexiste de la loi
La Commission de rédaction est invitée à amender le texte du projet 87.078 sur le EPF de manière à éliminer toute trace de sexisme dans la formulation de la loi.

Frau Leutenegger Oberholzer: Ich beantrage Ihnen, das ETH-Gesetz sprachlich durch die Redaktionskommission dahingehend bereinigen zu lassen, dass jede sprachliche Diskriminierung beseitigt wird und die sprachliche Gleichbehandlung von Frau und Mann gewährleistet ist. «C'est toujours la même histoire», vernahm ich, als ich den Antrag einreichte. Ja, leider, muss ich sagen! Dieser Antrag müsste eigentlich zehn Jahre nach Annahme des Gleichberechtigungsartikels in der Verfassung überflüssig sein, aber er ist es, wie ein Blick in den Gesetzesentwurf zeigt, leider immer noch nicht.

Wir tun uns offenbar sehr schwer mit der sprachlichen Gleichbehandlung der Geschlechter, denn der Gesetzesentwurf strotzt vor Diskriminierungen. Er widerspricht damit auch ganz klar den Empfehlungen des Bundesrates, die er 1986 im Rechtsetzungsprogramm «Gleiche Rechte für Mann und Frau» sich selbst und den Kantonen gegeben hat. Darin versprach der Bundesrat, immer dann, wenn materielle Erlasse geändert oder neu erlassen werden, eine sprachliche Bereinigung vorzunehmen, und zwar in dem Sinne, dass die Frauen sprachlich nicht mehr diskriminiert werden. Das gleiche Vorgehen empfahl er den Kantonen. Wenn Frau sich aber die Erlasse, die seither in Kraft getreten sind, vor Augen führt, so muss Frau feststellen, dass sich der Bundesrat nicht einmal an seine eigenen Richtlinien hält und dass er die notwendige sprachliche Sensibilität noch immer nicht entwickelt hat. Das ETH-Gesetz legt dafür beredetes Zeugnis ab. Darin suchen Sie die Frauen vergebens; die Frauen wurden einfach vergessen. Da gibt es Dozenten, aber keine Dozentinnen, da gibt es Professoren, aber keine Professorinnen, es gibt Assistenten, aber keine Assistentinnen, es gibt Hörer, aber keine Hörerinnen, es gibt Mitarbeiter, aber keine Mitarbeiterinnen, Präsidenten, aber keine Präsidentinnen. Weitere Aufzählungen möchte ich Ihnen ersparen. Ich möchte nur einmal mehr festhalten, dass die Negation von uns Frauen diskriminatorischen Charakter hat, denn in der Sprache widerspiegeln sich die herrschenden Verhältnisse, werden jahrhundertlang männliche Privilegien und Rollenverteilungen abgebildet und zementiert. Mit einer Aenderung der Sprache sollen notwendige Veränderungen auch ins Bewusstsein vordringen, denn die Sprache ist Form und Inhalt. Um die inhaltlich notwendigen Aenderungen kämpfen wir Frauen seit Jahren. Wir wollen auch nicht länger «mitgemeint» sein, sondern wir wollen ausdrücklich angesprochen werden.

Der Bundesrat hat theoretisch die Bedeutung der sprachlichen Gleichbehandlung der Geschlechter durchaus anerkannt. Im Rechtsetzungsprogramm empfahl er den Kantonen, in der Gesetzgebung darauf zu achten. Es gibt nun Kantone, die sich das zu Herzen genommen haben. So hat zum Beispiel der Regierungsrat des Kantons Basel-Landschaft beschlossen, Richtlinien zur sprachlichen Gleichbehandlung der Ge-

schlechter zu erlassen. Und auch in der französischen Schweiz, der bislang jede Sensibilität in dieser Richtung abgesprochen worden ist, zeigen sich bemerkenswerte Entwicklungen. Meines Wissens wurden im Kanton Genf Richtlinien für die sprachliche Gleichbehandlung der Geschlechter ausgearbeitet. Wieso ist die sprachliche Gleichbehandlung für die Durchsetzung der Rechtsgleichheit wichtig? Ich möchte dazu den Bundesrat selbst zu Wort kommen lassen. Auf Seite 86 des Rechtsetzungsprogramms sagt er: «Die Sprachregelung ist für das Rollenverständnis von Mann und Frau von ausserordentlicher Bedeutung, und sie ist ein Hinweis dafür, wie weit das Bewusstsein für die Idee der Rechtsgleichheit von Mann und Frau fortgeschritten ist.»

Dem ist nichts beizufügen.

«Die ETH hat den Ruf einer technokratischen Männerhochburg», heisst es in einem Arbeitspapier von Assistentinnen der ETH; nicht wenige Maturandinnen müssen davor zurückschrecken, ein Studium an der ETH aufzunehmen. Und mit der Sprache, die in diesem Gesetz angewendet wird, zementieren wir dieses Bild noch, denn sie verunmöglicht den jungen Frauen jede Identifikationsmöglichkeit.

Ich bitte Sie deshalb: Machen Sie Ernst, auch mit dem Auftrag zur sprachlichen Gleichbehandlung, und stimmen Sie dem Antrag zu. Beim ETH-Gesetz ist die sprachliche Bereinigung sehr einfach, denn es handelt sich um einen neuen Erlass, somit haben wir auch keinerlei Anpassungsprobleme. Ich wollte die Bereinigung auch nicht selbst mit Dutzenden von Einzelanträgen vornehmen, sondern ich glaube, dass die Redaktionskommission das geeignete Organ dafür ist.

Frau Haering Binder: Diesen Antrag habe ich selber in der Kommission eingebracht, er ist noch pendent. Die Kommission hat entschieden, ihn nach dem Differenzbereinigungsverfahren zu behandeln.

In diesem Sinne bitte ich Sie, den Antrag von Frau Leutenegger Oberholzer zu unterstützen; er stärkt uns in der Kommission den Rücken.

M. Guinand, rapporteur: Comme Mme Haering Binder vient de le dire, la proposition a été présentée à la commission dans le même sens que celle de Mme Leutenegger Oberholzer. Nous n'en avons pas discuté. Je crois savoir que, dans le cadre d'une autre loi, on a renvoyé la question à la Commission de rédaction. Par conséquent, ce problème relève également de ladite commission. Mais à la lecture de la version de Mme Leutenegger Oberholzer, je n'ai pas l'impression que le texte de loi que nous avons adopté contient des discriminations ou des traces de sexisme. Je suis donc d'avis que ce n'est pas dans cet esprit que nous avons rédigé cette loi, et je suis convaincu que la Commission de rédaction agira dans le même sens, si nécessaire.

David, Berichterstatter: Dieser Antrag richtet sich an die Redaktionskommission. Für mich ist es selbstverständlich, dass die Redaktionskommission Gesetze redaktionell so bereinigt, dass weder Frauen noch Männer diskriminiert werden, dass also die Redaktionskommission diese Aufgabe wahrnimmt. Ich bin auch nicht der Meinung, dass es absolut notwendig wäre, dass wir unserer eigenen Kommission nochmals einen solchen Auftrag erteilen müssten.

Wehren muss ich mich aber gegen die Aussage im Antrag, man wolle die Frauen diskriminieren; das trifft einfach nicht zu. Die Sprache gibt Probleme, und diese Probleme müssen wir lösen; aber wir wollen nicht die Frauen diskriminieren.

Ich bitte die Redaktionskommission, die in allen Gesetzen ständig mit dieser Frage konfrontiert ist, uns einmal eine grundsätzliche Regelung zu unterbreiten und zu sagen, wie wir alle möglichen diskriminatorischen Elemente aus der deutschen Sprache beseitigen können. Ich glaube aber nicht, dass der vorliegende Gesetzesentwurf in irgendeiner Weise Frauen diskriminieren möchte. Im Gegenteil, ich bin der Meinung, dieses Gesetz strebt die Gleichbehandlung der Geschlechter auf allen Stufen an.

Wenn Sie den Antrag gutheissen, verstärkt dies nochmals den Auftrag an die Redaktionskommission, hier alles zu unternehmen, aber für mich ist das eigentlich eine Selbstverständlichkeit.

Zwingli: Als Mitglied der Redaktionskommission fühle ich mich herausgefordert, zu diesem Antrag einige Worte zu sagen. Erstens glaube ich festhalten zu dürfen, dass weder mit der einen noch mit der anderen Formulierung eine Diskrimination der Frau beabsichtigt ist. Zweitens bedeutet dieser Antrag an die Redaktionskommission, dass die Redaktionskommission über den Grenzbereich der formalen Korrektur hinausgehen muss und in den Grenzbereich der materiellen Diskussion und Veränderung kommt. Wir riskieren damit, dass die Redaktionskommission die Vorlage an das Plenum zurückgeben muss, weil dieser Grenzbereich überschritten wird. Sie riskieren ausserdem, dass diese Vorlage eine wesentliche Verzögerung erfährt, weil die seit einiger Zeit versprochenen Grundlagen für die geschlechtsneutrale Formulierung von Gesetzestexten noch immer nicht verfügbar sind.

Ich möchte Sie bitten, diese Tatsachen bei der Abstimmung zu berücksichtigen und deshalb den Antrag von Frau Leutenegger Oberholzer abzulehnen.

Frau Leutenegger Oberholzer: Ich nehme es den Kommissionssprechern sehr wohl ab, dass sie das nicht diskriminatorisch meinen. Aber es ist halt trotzdem so. Wenn Frauen nicht erwähnt werden, sondern unter männlichen Begriffen immer bloss «mitgemeint» sind, dann hat dies eine diskriminierende Wirkung. Ich habe schon gesagt: Sprache ist Form und Inhalt. Die Sprache widerspiegelt die Rollenverteilung in dieser Gesellschaft, und deswegen verlangen immer mehr Frauen – und verlangen vor allem auch zahlreiche Sprachwissenschaftlerinnen –, dass die Frauen ausdrücklich erwähnt und nicht bloss «mitgemeint» werden.

Ich möchte nochmals darauf hinweisen, dass der Bundesrat selbst im Rechtsetzungsprogramm die Empfehlung abgegeben hat, die Kantone sollten dies beachten. Er hat sich auch selbst einen entsprechenden Auftrag erteilt, doch leider hält er sich nicht daran. Ich wäre Herrn Cotti schon sehr dankbar gewesen, wenn er zu diesem Problem auch mal Stellung genommen hätte.

Es ist wichtig, dass die Redaktionskommission den klaren Auftrag dazu erhält. Wir haben gesehen, zu was für verunglückten Lösungen es führen kann, wenn die sprachliche Bereinigung nicht konsequent durchgeführt wird. Dazu möchte ich an die Revision des BürgerInnenrechtsgesetzes erinnern und an die halbherzige Lösung im KonsumentInnen-Informationsgesetz. Also bekennen Sie sich jetzt auch zu der sprachlichen Gleichbehandlung, und geben Sie der Redaktionskommission bitte diesen Auftrag.

Bundespräsident Cotti: Ich muss zum Begehren von Frau Leutenegger Oberholzer nicht Stellung nehmen. Ich kann dem Parlament nur mitteilen, dass der Bundesrat der Bundeskanzlei den Auftrag gegeben hat, diese Problematik – die sich ja nicht nur bei diesem Gesetz präsentiert – näher zu prüfen und einer Lösung zuzuführen, die Problematik nämlich der formellen Gleichberechtigung im Rahmen der Gesetzgebungstätigkeit. Ich kann Ihnen leider in diesem Moment nicht sagen, wie weit die Bundeskanzlei mit diesen Arbeiten gekommen ist. Ich möchte keinen Kommentar abgeben zu diesem Antrag, möchte vielleicht aber eines sagen: Ich persönlich habe das Gefühl – bei aller Bedeutung, die man den Worten geben kann, Frau Leutenegger Oberholzer –, dass es viel mehr als eine kleine Revision des Textes zu einem deutlich grösseren Anteil an Professorinnen an den ETH beitragen könnte, wenn man ihnen z. B. – es sind eben deren wenige – das Präsidium eines Wissenschaftsrates oder das Präsidium eines «Forums Holz» geben könnte, wie wir das materiell gemacht haben. Ich unterscheide damit doch zwischen dem Materiellen und dem Formellen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Leutenegger Oberholzer
Dagegen

50 Stimmen
61 Stimmen

Detailberatung – Discussion par articles

Titel

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag Seiler Rolf

Bundesgesetz über die Eidgenössischen Technischen Universitäten (ETU-Gesetz)

Titre

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition Seiler Rolf

Loi sur les Universités techniques fédérales (loi sur les UTF)

Seiler Rolf: Ich stelle eine Frage zur Diskussion, die in jüngster Zeit aus den Kreisen der ETH Zürich – nicht aus Studentenkreisen – an mich herangetragen worden ist, nämlich die Frage, ob der Name der Schulen «Eidgenössische Technische Hochschulen» noch zeitgemäss sei.

Es wird vorgeschlagen – und ich tue das ebenso –, dass wir in einem Gesetz, das ja in die Zukunft weisen soll, auch den Namen entsprechend anpassen und diese Eidgenössischen Technischen Hochschulen in Zukunft Eidgenössische Technische Universitäten nennen.

Herr Bundespräsident Cotti hat bereits auf die Entstehungsgeschichte dieser Schulen hingewiesen. Ich möchte noch ein weiteres Datum beifügen: Der Name «Eidgenössische Technische Hochschule» existiert seit 1911. Damals hatte man die «Eidgenössische Polytechnische Schule» eben zur «Eidgenössischen Technischen Hochschule» umbenannt. Man entsprach – wie man mir gesagt hat – damals auch dem, was bei anderen technischen Hochschulen im deutschsprachigen Raum – in bezug auf den Namen – passierte.

Zwei Gründe sprechen vor allem für diese Umbenennung:

Die ETH sind eigentlich schon lange im besten Sinne Universitäten, vor allem wenn der Begriff Universität Anspruch auf ganzheitliches universitäres Denken erheben soll. Die ETH bemühen sich seit jeher um dieses ganzheitliche Denken. Vor allem aber kommt das zum Ausdruck in den neuen Studiengängen. Ich erwähne nur einen, weil er mir speziell nahe liegt: die Umwelt-Naturwissenschaften. Dieser Studiengang strebt ja eine Synthese zwischen Naturwissenschaften, Technik und Sozialwissenschaften an. Im übrigen werden bereits gemäss Artikel 2 der Uebergangsregelung nebst den technischen Wissenschaften auch Disziplinen der Geistes- und Sozialwissenschaften einbezogen, allenfalls in Zusammenarbeit mit kantonalen Hochschulen. Heute darf man feststellen, dass diese Zusammenarbeit mit den kantonalen Universitäten bestens funktioniert; und die Gefahr, dass gewisse Eifersüchteleien zwischen diesen Hochschulen entstehen würden, besteht nicht.

Ein zweiter Grund ist die europäische Entwicklung. Seit zwei Jahren enthalten die Botschaften jeweils noch einen Abschnitt über die Europafähigkeit. Diese Botschaft datiert aber von 1987, und damals hat man diesem Problem noch nicht die entsprechende Aufmerksamkeit geschenkt. Diese europäische Entwicklung möchte ich nur mit Stichworten skizzieren: die Freizügigkeit – auch Stichwort «Hochschulkonvention» –, das Austauschprogramm Erasmus, die gegenseitige Anerkennung von Studienleistungen und Diplomen. Man hat mir gesagt, dass ein ETH-Diplom im Ausland nicht ohne weiteres als akademischer Titel anerkannt wird, dass dort nur der Dokortitel als solcher anerkannt wird. Kurzum, es geht um die Europafähigkeit unserer Technischen Hochschulen.

Ich habe bereits darauf hingewiesen, dass die Namensänderung von 1911 nicht zuletzt auf die Namensänderung dieser Hochschulen im deutschsprachigen Raum zurückgeht. Heute müssen wir feststellen, dass in diesem deutschsprachigen

Raum die technischen Hochschulen in «technische Universitäten» umbenannt wurden, so die Technischen Universitäten München, Berlin, Karlsruhe, Wien usw.

Man hat auch Bedenken geäußert in bezug auf die Verfassungsmässigkeit, wenn man die Schule «Universität» nennt. Artikel 27 unserer Bundesverfassung sagt, dass der Bund befugt ist, ausser der polytechnischen Schule eine Universität zu errichten. In diesem Hause haben mir Juristen erklärt, dass verfassungsmässig keine Bedenken bestehen würden für diese Namensänderungen. Ich glaube, es würde sich lohnen, auf diese Frage näher einzugehen, und ich meine, dass wir hier einen Antrag gutheissen und zur Differenzbereinigung an den Ständerat überweisen sollten.

In diesem Sinne bitte ich Sie um Zustimmung zu diesem Antrag.

M. Guinand, rapporteur: La commission n'a pas traité la proposition de M. Rolf Seiler, de sorte que je ne peux pas vous donner son avis. Je souligne simplement que l'affirmation de M. Seiler vaut peut-être dans le cadre suisse alémanique par rapport à l'Allemagne, mais en tout cas pas dans le cadre suisse romand par rapport à la France. La Suisse romande tient beaucoup à ce que l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne reste une «école» polytechnique. Cette comparaison est tout à fait admissible par rapport à la France qui a aussi ses grandes écoles et des écoles polytechniques. Par conséquent, je regretterais beaucoup que l'on modifie l'intitulé de la loi pour ce qui concerne le texte français.

Quant au texte allemand, je ne me prononcerai pas directement. Je pense toutefois que l'un des arguments de M. Seiler est qu'il faudrait tenir compte du développement européen. M. Seiler aurait raison s'il existait un concept européen d'université. Or, cela n'est pas le cas. La Suisse est précisément en train de négocier avec l'Allemagne une convention de reconnaissance des diplômes où toute la difficulté réside dans la question de savoir ce qu'il faut comprendre par université, tant en Allemagne qu'en Suisse. Ce n'est donc pas en appelant désormais l'Ecole polytechnique fédérale: Université technique fédérale que l'on résoudra le problème de l'unification du concept européen d'université.

A titre personnel, je souhaite que l'on ne donne pas suite à la proposition de M. Seiler.

David, Berichterstatte: Rolf Seiler nennt zwei Gründe für seinen Antrag, die ich von der Sache her durchaus verstehe: Erstens ist es sicher zutreffend, dass an den Eidgenössischen Technischen Hochschulen ganzheitliches Denken ebenso in den Vordergrund gestellt werden soll wie an den Universitäten. Zweitens spricht er die Europafähigkeit an, und es trifft zu, dass in den letzten Jahren im deutschsprachigen Raum, insbesondere in Deutschland, die technischen Hochschulen in «Technische Universitäten» umbenannt worden sind.

Was gegen den Antrag spricht, hat Herr Guinand ausgeführt: Es ist die Zweisprachigkeit unseres Landes, die Tradition aus dem französischsprachigen Raum, aus Frankreich, die für diese Schulen eben den Begriff «Hochschulen» geprägt hat. Aus der französischen Tradition heraus wurde der Begriff in die Deutschschweiz hinübergenommen. Es ginge jetzt um die Frage, ob wir das ändern wollen. Persönlich bin ich der Meinung, dass wir hier auf die Tradition unserer französischsprachigen Mitbürger Rücksicht nehmen sollten. Von der Sache her könnte man ja sagen; von der französischen Schweiz her würde ich jetzt eher nein sagen.

Darum komme ich zum Schluss: Bleiben wir bei dem, was Ihnen die Kommission vorschlägt. Aber ich muss sagen: Die Kommission hat das nicht diskutiert; letztlich ist es an Ihnen, hier die Gewichte zu legen.

Bundespräsident Cotti: Ich verzichte darauf, Ihnen noch zu sagen, was aus der Sicht der italienischen Schweiz darüber gesagt werden müsste, nachdem sie «noch» keine technische Hochschule hat. Von seiten der Techniker teilt man mir mit, dass z. B. die Université technique, die in Frankreich bekannt ist, nicht dasselbe Studienniveau aufweist wie unsere ETH. Die Frage der Europafähigkeit könnte durchaus zur Diskussion

gestellt werden, und dazu stelle ich wiederum fest: Wenn es genügt, einen Namen zu ändern, um europafähig zu werden, Herr Seiler, dann hätten wir ein einfaches Problem vor uns. Europa wird weiterbestehen, auch wenn in den Ländern verschiedene Bezeichnungen bleiben, und ich bitte Sie doch, an diesem Label «ETH» festzuhalten, sowohl im Deutschen wie im Französischen und Italienischen. Warum wollen wir uns Fantasien hingeben, die – nach meiner Auffassung – wirklich nicht nötig sind?

Seiler Rolf: Erstens möchte ich keinen Graben zwischen Deutsch und Welsch aufreissen und noch weniger einen gegenüber dem Kanton Tessin. Zweitens hat mich die Erklärung des Kommissionspräsidenten überzeugt, dass in Europa irgendwann einmal ein europäisches Konzept der Universitäten erarbeitet werden solle, und ich nehme an, dass wir zu diesem oder jenem Zeitpunkt allenfalls auf diesen Titel zurückkommen müssen.

In diesem Sinne ziehe ich meinen Antrag zurück.

*Angenommen gemäss Antrag der Kommission
Adopté selon la proposition de la commission*

Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Préambule

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 1

Antrag der Kommission

Titel

Geltungsbereich

Abs. 1

Dieses Gesetz gilt für den Bereich der Eidgenössischen Technischen Hochschulen (ETH-Bereich).

Abs. 2

Zum ETH-Bereich gehören und werden vom Bund geführt:

a. die Eidgenössische Technische Hochschule Zürich (ETHZ);

b. die Eidgenössische Technische Hochschule Lausanne (ETHL);

c. die mit den ETH verbundenen Forschungsanstalten.

d. (Hinfällig, siehe Art. 2)

Abs. 3, 4

(Hinfällig, siehe Art. 2)

Abs. 5

Streichen

Art. 1

Proposition de la commission

Titel

Champ d'application

Al. 1

La présente loi s'applique au domaine des Ecoles polytechniques fédérales (domaine des EPF).

Al. 2

Font partie du domaine des EPF et relèvent de la Confédération:

a. l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ);

b. l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL);

c. les établissements de recherche rattachés aux EPF.

d. (caduc, voir art. 2)

Al. 3, 4

(Caduc, voir art. 2)

Al. 5

Biffer

Angenommen – Adopté

Art. 2**Antrag der Kommission****Titel****Zweck****Abs. 1**

Die ETH und die Forschungsanstalten sollen:

- a. Studierende und Fachkräfte auf wissenschaftlichem und technischem Gebiet ausbilden und die permanente Weiterbildung sichern;
- b. durch Forschung die wissenschaftlichen Erkenntnisse erweitern;
- c. den wissenschaftlichen Nachwuchs fördern;
- d. wissenschaftliche und technische Dienstleistungen erbringen.

Abs. 2

Sie berücksichtigen die Bedürfnisse des Landes.

Abs. 3

Sie erfüllen ihre Aufgabe auf international anerkanntem Niveau und pflegen die internationale Zusammenarbeit.

Antrag Fierz**Abs. 4 (neu)**

Die Achtung vor der Würde des Menschen sowie die Verantwortung gegenüber seinen Lebensgrundlagen und der Umwelt bilden Leitlinien der Tätigkeit.

Abs. 5 (neu)

Die Abschätzung von Technologieauswirkungen bildet Bestandteil von Lehre und Forschung.

Art. 2**Proposition de la commission****Titre****Büt****Al. 1**

Les EPF et les établissements de recherche ont pour mission:

- a. de former des étudiants et du personnel qualifié dans les domaines scientifiques et techniques et d'assurer la formation continue;
- b. de se consacrer à la recherche en vue de faire progresser les connaissances scientifiques;
- c. d'encourager la relève scientifique;
- d. de fournir des services de caractère scientifique et technique.

Al. 2

Ils tiennent compte des besoins du pays.

Al. 3

Ils accomplissent leurs tâches à un niveau reconnu à l'échelon international et favorisent la coopération internationale.

Proposition Fierz**Al. 4 (nouveau)**

Le respect de la dignité humaine ainsi que la responsabilité à l'égard des bases d'existence de l'homme et de son environnement guident l'enseignement et la recherche.

Al. 5 (nouveau)

L'estimation des efforts technologiques constitue une partie intégrante de l'enseignement et de la recherche.

Titel, Abs. 1–3 – Titre, al. 1–3**Angenommen – Adopté****Abs. 4, 5 – Al. 4, 5**

Fierz: Dieser Antrag ist rein redaktioneller Natur. Ich möchte, dass man vom Artikel 4bis die Absätze 1 und 3 in Artikel 2 hinaufnimmt. Der Anstoss dazu ist aus Hochschulkreisen gekommen, die nicht recht verstanden haben, dass man die «Achtung vor der Würde des Menschen sowie die Verantwortung gegenüber seinen Lebensgrundlagen und der Umwelt» irgendwo da unten versorgt, obwohl es doch eigentlich an den Anfang gehöre.

Ich habe die Frage in der Kommission gestellt. Es wurde mir dann gesagt, auch Artikel 4 gelte für sämtliche Institute und Forschungsanstalten, weil in Artikel 21 festgehalten sei, dass

sinngemäss alles, was für die ETH gelte, auch für die Forschungsanstalten gelte. Somit ist der jetzige Text durchaus gleichwertig mit dem, den ich beantrage.

Immerhin möchte ich doch darauf hinweisen, dass wir in der Bundesverfassung «Im Namen Gottes des Allmächtigen!» auch nicht in Artikel 4 oder 6 oder 27 versorgen und dann zurückverweisen, sondern dieser Satz steht eben am Anfang. Ich denke schon, sinngemäss sollte «die Achtung vor der Würde des Menschen sowie die Verantwortung gegenüber seinen Lebensgrundlagen und der Umwelt» auch an den Anfang kommen.

Es kann als ein Detail erscheinen, aber ich habe in Diskussionen mit Studenten und Assistenten gespürt, dass es für sie eine ganz zentrale Bedeutung hat, dass das an den Anfang kommt. Es ist für sie ebenso wichtig, wie es Fragen der Mitwirkung und der Mitbestimmung sind. Und da, denke ich, können wir ihnen doch entgegenkommen.

M. Guinand, rapporteur: Comme l'a relevé M. Fierz, c'est une question de rédaction, une question de place dans la loi de ces dispositions générales. M. Fierz fait également remarquer que l'article 4bis s'applique non seulement aux Ecoles polytechniques mais aussi aux établissements de recherche.

Faut-il indiquer cela à l'article 2 ou à l'article 4bis? Au sein de la commission, nous avons le sentiment que l'équilibre était meilleur sous la forme proposée, dans la mesure où les trois premiers articles sont des articles d'introduction qui précisent ce que doivent faire les Ecoles polytechniques et les établissements de recherche. Nous pensions en effet que c'est au moment où la loi nomme les Ecoles polytechniques en tant que telles qu'il faut indiquer le cadre dans lequel elles doivent exécuter leur mission.

Cette question est purement technique et je vous laisse juges de savoir s'il faut déplacer les dispositions de l'article 4bis à l'article 2.

David, Berichterstatte: Herr Fierz will den Zielartikel in Artikel 4bis in den Absätzen 1 und 3 nach vorne, in den Artikel 2, stellen.

Ich kann diesem Antrag durchaus einen Sinn abgewinnen, weil das, was in Artikel 4bis in den Absätzen 1 und 3 steht, mit Sicherheit auch für die Forschungsanstalten gilt. Von der Systematik her ist es durchaus verständlich, wenn dieser wichtige Zielartikel nach vorne genommen wird. Natürlich steht hinten, in Artikel 21, im Abschnitt betreffend die Forschungsanstalten, dass das Hochschulrecht in der Regel sinngemäss auch auf die Forschungsanstalten angewendet werde. Man darf aber beim Zielartikel die Gewichte doch so setzen, dass man die Ziele als für das Gesamte geltend vorne in Artikel 2 unterbringt, um sie mit dieser Stellung hervorzuheben.

In der Kommission haben wir über den Antrag in dieser Form nicht diskutiert. Wir haben nicht darüber entschieden. Nach meiner Meinung könnte man dem Antrag Fierz zustimmen.

M. Cotti, président de la Confédération: Je ne m'oppose pas non plus à la proposition de M. Fierz. Le Conseil fédéral avait envisagé une loi-cadre plutôt technique, mais le Parlement peut introduire toute la Charte des droits de l'homme dans cette loi. C'est à vous de décider tranquillement si vous trouvez cela nécessaire ou non.

Angenommen gemäss Antrag Fierz**Adopté selon la proposition Fierz****Art. 2bis****Antrag der Kommission****Titel****Zusammenarbeit und Koordination****Abs. 1**

Die ETH und die Forschungsanstalten arbeiten mit andern schweizerischen oder ausländischen Ausbildungs- und Forschungsinstitutionen zusammen. Sie fördern den Austausch von Studenten und Wissenschaftlern und die gegenseitige Anerkennung von Studienleistungen und Diplomen.

Abs. 2

Sie schliessen zu diesem Zweck privatrechtliche und öffentlichrechtliche Vereinbarungen ab.

Abs. 3

Sie koordinieren ihre Tätigkeit und wirken an den gesamtschweizerischen Bestrebungen zur Koordination und Planung nach der Gesetzgebung über die Hochschulförderung und die Forschung mit.

Art. 2bis

Proposition de la commission

Titre

Collaboration et coordination

Al. 1

Les EPF et les établissements de recherche collaborent avec d'autres institutions de formation et de recherche en Suisse ou à l'étranger. Ils encouragent les échanges d'étudiants, de scientifiques et la reconnaissance mutuelle des périodes d'études et des diplômes.

Al. 2

A cet effet, ils peuvent conclure des conventions de droit public ou de droit privé.

Al. 3

Ils coordonnent leurs activités et participent aux efforts déployés en vue de coordonner et de planifier conformément à la loi sur l'aide aux universités et à la recherche à l'échelon national.

Angenommen – Adopté

Art. 3

Antrag der Kommission

Wortlaut

Die ETH und die Forschungsanstalten sind dem ETH-Rat und dieser dem Eidgenössischen Departement des Innern (Departement) unterstellt.

Abs. 2, 3

Streichen

Art. 3

Proposition de la commission

Texte

Les EPF et les établissements de recherche sont subordonnés au Conseil des EPF et celui-ci au Département fédéral de l'intérieur.

Al. 2, 3

Biffer

Angenommen – Adopté

1. Abschnitt

Antrag der Kommission

Titel

Stellung und Aufgaben der ETH

Section 1

Proposition de la commission

Titre

Statut et tâches des EPF

Angenommen – Adopté

Art. 4

Antrag der Kommission

Abs. 1

Die ETH Zürich und die ETH Lausanne sind autonome öffentlichrechtliche Anstalten des Bundes mit Rechtspersönlichkeit.

Abs. 2

(Die Aenderung betrifft nur den französischen Text)

Abs. 3

An den ETH

Abs. 4

Der Autonomie der ETH sind dort Grenzen gesetzt, wo langfristige Planung und Koordination von Lehre und Forschung dies erfordern.

Art. 4

Proposition de la commission

Al. 1

Les EPF de Zurich et de Lausanne sont des établissements autonomes de droit public et relèvent de la Confédération; elles jouissent de la personnalité juridique.

Al. 2

Elles administrent et conduisent leurs affaires comme elles l'entendent. Elles sont sur un pied d'égalité, chacune gardant toutefois son caractère spécifique.

Al. 3

Dans les EPF, la liberté d'enseignement, de recherche et de choix des enseignements est garantie.

Al. 4

L'autonomie des EPF est soumise à des restrictions dans la mesure où une planification à long terme et la coordination sur le plan de l'enseignement et de la recherche le requièrent.

Angenommen – Adopté

Art. 4bis

Antrag der Kommission

Titel

Allgemeine Ziele

Abs. 1

Die Achtung vor der Würde des Menschen sowie die Verantwortung gegenüber seinen Lebensgrundlagen und der Umwelt bilden Leitlinien von Lehre und Forschung.

Abs. 2

Die ETH befähigen ihre Studierenden zu selbständigem Arbeiten nach wissenschaftlichen Methoden. Sie fördern fächerübergreifendes Denken, Eigeninitiative und Weiterbildungsbereitschaft.

Abs. 3

Die Abschätzung von Technologieauswirkungen bildet Bestandteil von Lehre und Forschung.

Antrag Fierz

Abs. 1, 3

Streichen

Antrag Leutenegger Oberholzer

Abs. 4 (neu)

Die ETH achten auf die Gleichstellung der Geschlechter in Lehre und Forschung. Die Schulbehörden ergreifen geeignete Massnahmen zur Herstellung der Chancengleichheit von Frau und Mann an den ETH und zum Ausgleich struktureller Benachteiligungen aufgrund des Geschlechts.

Art. 4bis

Proposition de la commission

Titre

Buts généraux

Al. 1

Le respect de la dignité humaine ainsi que la responsabilité à l'égard des bases d'existence de l'homme et de son environnement guident l'enseignement et la recherche.

Al. 2

Les EPF rendent leurs étudiants aptes à travailler de manière autonome selon des méthodes scientifiques. Elles encouragent l'approche interdisciplinaire, l'initiative individuelle et la volonté de se perfectionner.

Al. 3

L'estimation des effets technologiques constitue une partie intégrante de l'enseignement et de la recherche.

Proposition Fierz

Al. 1, 3

Biffer

Proposition Leutenegger Oberholzer

Al. 4 (nouveau)

Les EPF s'emploient à assurer l'égalité des sexes dans l'enseignement et la recherche. Les autorités scolaires prennent les mesures propres à établir au sein des EPF l'égalité des

chances entre hommes et femmes et à réduire les discriminations structurelles à l'encontre de l'autre sexe.

*Titel, Abs. 2 – Titre, al. 2
Angenommen – Adopté*

Abs. 1–3 – Al. 1–3

Präsident: Gemäss Ihrem Entscheid bei Artikel 2 sind die Absätze 1 und 3 zu streichen.

*Angenommen gemäss Antrag Fierz
Adopté selon la proposition Fierz*

Abs. 4 – Al. 4

Frau **Leutenegger Oberholzer:** Herr Bundespräsident Cotti hat soeben gesagt, er würde lieber über materielle Inhalte sprechen als über die Form. Ich meine, beides ist für die Durchsetzung der Gleichstellung der Frauen wichtig. Ich beantrage Ihnen deshalb – neben der sprachlichen Anpassung, die Sie nun leider abgelehnt haben – einen materiellen Auftrag zur Durchsetzung der Chancengleichheit von Frau und Mann im Gesetz.

Die ETH haben, das wurde verschiedentlich gesagt, gesamtschweizerisch eine Vorbildwirkung im Hochschul-, aber auch im Wirtschaftsbereich. Deswegen hat auch das neue ETH-Gesetz sicherlich in vielen Belangen eine Pionierrolle zu übernehmen.

Das Gesetz soll auch die bildungspolitischen Vorgaben von Seiten der Bundesbehörden verankern. Ein Aspekt, der mir in der Forschungs- und Bildungspolitik der Zukunft als sehr wichtig erscheint, ist die Förderung der Gleichstellung und die bessere Verankerung der Frauen in allen bildungspolitischen Institutionen der Schweiz. Leider fehlt dieser Aspekt im vorliegenden Gesetzesentwurf fast ganz, mit Ausnahme der Förderung des beruflichen Wiedereinstiegs.

Von der Nichtexistenz der Frauen in der Sprache habe ich bereits gesprochen. Sie ist auch nicht ganz zufällig, denn sie widerspiegelt die Realität, die Untervertretung der Frauen an den Eidgenössischen Technischen Hochschulen als Studentinnen, aber auch als Dozentinnen.

Im Rahmen einer modernen Bildungspolitik muss dem Frauenaspekt besondere Beachtung geschenkt werden, denn die Diskriminierung der Frauen ist augenfällig, und das gilt für alle Universitäten und Hochschulen.

Ich möchte Ihnen dazu ein paar Zahlen nennen, und zwar für die ETH Zürich wie auch für die ETH Lausanne. Sie beziehen sich auf die Jahre 1987 bzw. 1989/90.

Der Anteil der Studentinnen beträgt 16 bis 18 Prozent (1989/90); im Mittelbau ist der Anteil der Frauen 11 bis 12 Prozent; bei den Lehrbeauftragten sind es dann noch 6 bis 8 Prozent und bei den Professorinnen 0 bis 1 Prozent (1987): je höher die Stufenleiter, desto geringer der Frauenanteil. Während wir noch eine beachtliche Anzahl Studentinnen registrieren können, fehlen die Frauen in den oberen Hierarchiestufen fast ganz. Damit stehen die ETH – obwohl dies gerade für den technisch-naturwissenschaftlichen Bereich typisch erscheint – beileibe nicht allein da. An den Universitäten ist die Situation nicht viel besser.

Aber gerade die jungen Frauen – und das müssten wir heute zur Kenntnis nehmen – geben sich mit dieser Situation nicht zufrieden. Sie sind nicht mehr bereit, diese Diskriminierung gleichsam als gottgegeben hinzunehmen und zu warten. Nein, sie verlangen konkrete Massnahmen zur Durchsetzung der Gleichstellung; sie verlangen Instrumente. Und diese Bewegung von Seiten der Frauen manifestiert sich an allen Hochschulen. So hat z. B. auf Druck einer universitären Frauengruppe an der Universität Basel die Regenz im Dezember 1990 ein eigentliches, umfassendes Frauenförderungsprogramm beschlossen. Dieses sieht u. a. folgendes vor: eine Erhöhung des Dozentinnenanteils mit festen Quoten; die Schaffung von Infrastruktureinrichtungen, die es den Frauen überhaupt erlauben, eine wissenschaftliche Karriere einzuschlagen; die Einrichtung von Teilzeitstellen usw.

Auch an der ETH zeichnet sich offenbar eine ähnliche Bewegung ab. So hat die Assistent(inn)envereinigung der ETH (AVETH) im Juli 1990 ein Arbeitspapier verabschiedet, das die Erhöhungen des Studentinnenanteils zum Ziel hat. Die AVETH verlangt darin die Erarbeitung eines frauenpolitischen Konzepts mit der Einführung eines Frauenreferates, die Einrichtung eines Instituts für Frauenforschung und verschiedene kurzfristige Massnahmen zugunsten der Frauen.

Das ETH-Gesetz ist wohl nicht der Ort, wo jetzt die konkreten Massnahmen zur Frauenförderung im einzelnen verankert werden können. Sicher gehört aber heute in ein modernes Hochschulgesetz, das die Bezeichnung «zeitgemäss» auch wirklich verdient, ein Auftrag zur Verwirklichung der Chancengleichheit und zur Gleichstellung der Geschlechter.

Ich möchte darauf hinweisen, dass bei anderen Universitätsgesetzen entsprechende Bestrebungen vorliegen: Die Regenz der Universität Basel verlangt, dass im Uni-Gesetz ausdrücklich ein Auftrag zur Chancengleichheit verankert wird, und auch für das Gesetz der Universität Genf liegt ein entsprechender Revisionsentwurf vor.

Die Verankerung eines Gleichstellungsauftrages im ETH-Gesetz ist aus meiner Sicht genau so dringend wie der Auftrag zur Wahrung der Verantwortung gegenüber der Umwelt und zur Technologieabschätzung, die beide im Zweckartikel festgehalten sind. Im Rahmen dieses generellen Auftrags zur Gleichstellung soll es dann den Schulbehörden selbst überlassen bleiben zu entscheiden, welche konkreten Massnahmen sie ergreifen wollen. Wünschbar wäre sicher die Ausarbeitung eines Frauenförderungsprogramms, wie es andere Hochschulen inzwischen verabschiedet haben.

Gerade an technisch-naturwissenschaftlichen Schulen droht der Gleichstellungsauftrag vergessen zu werden. Das zeigt auch dieser Gesetzesentwurf. Ich hoffe, die ETH werden eine Pionierrolle übernehmen. Die ETH haben – wie bereits gesagt – oft den Ruf von technokratischen Männerhochburgen. Gerade an diesen Schulen sollte die Auseinandersetzung mit der Rolle und der Stellung der Frau in Lehre und Forschung in den Naturwissenschaften zur Pflicht werden.

Ich ersuche Sie deshalb, die Zielsetzungen in Absatz 4 mit dem Auftrag zur Durchsetzung der Gleichstellung zu ergänzen. Nachdem Sie dem Antrag Fierz zugestimmt haben, wäre im Sinne einer redaktionellen Anpassung vorzusehen, dass mein Antrag ebenfalls in Artikel 2 aufgenommen würde.

Ich ersuche Sie, dem Antrag zuzustimmen.

Frau **Haering Binder:** Ich kann Ihnen auch bei diesem Antrag meine Stellungnahme nicht ersparen: Ich habe im Rahmen der Kommission einen entsprechenden Antrag gestellt, den Antrag eines generellen Grundsatzes zur Frauenförderung auf der Zielebene. Die Diskussion meines Anliegens im Rahmen der Kommission liess mich aber zum Schluss kommen, dass eine so generelle Formulierung auf der abstrakten Zielebene uns Frauen wenig bringen wird. Es bringt wenig, wenn wir die Konkretisierung dieses Anliegens einer zu 100 Prozent männlich dominierten Schulleitung überlassen. Ich habe mich deshalb auf den – für meine ehemaligen Mitstudentinnen wohl wichtigsten – Aspekt beschränkt und diesen konkret ausgeführt und auch in der Kommission durchgebracht, nämlich den Auftrag, dass die ETH den beruflichen Wiedereinstieg erleichtern müssen. Gerade im wissenschaftlich-technischen Bereich ist es für uns Frauen nach einigen Jahren Familienurlaub beinahe unmöglich, wieder auf den Zug aufzuspringen. Ein kurzes Aussteigen aus dem Beruf bedeutet in diesem hochtechnischen Bereich mit seinem enormen Wandel das berufliche Aus.

Wir haben deshalb verankert, dass die ETH den beruflichen Wiedereinstieg – und er wird je länger, je mehr nicht nur Frauen, sondern auch Männer betreffen – ganz konkret fördern sollen.

Wenn nun aber dieser Antrag auf der generellen Zielebene wiederum vorliegt, so bitte ich Sie selbstverständlich, ihn zu unterstützen. Ich hoffe nur, er werde nicht leere Floskel bleiben.

Dreher: Ich bitte Sie, den Antrag Leutenegger Oberholzer abzulehnen. Was wir in Wirtschaft und Wissenschaft brauchen, ist Qualität und Qualifikation und nicht Stellenbesetzung aufgrund des alleinigen Kriteriums, ob da irgendwer irgendwelche äusseren Merkmale aufweist.

M. Guinand, rapporteur: La commission n'a pas discuté la proposition telle qu'elle vous est présentée par Mme Leutenegger Oberholzer, mais elle a discuté de la proposition de Mme Haering Binder qui allait dans le même sens et qui a été rejetée par 6 voix contre 5. Je ne reprendrai pas ici le débat que nous aurions pu avoir sur les dispositions relatives aux buts généraux, qu'on les mette à l'article 2 ou qu'on les mette à l'article 4. Je crois qu'il faut voir les limites d'une loi telle que celle que nous discutons, qui est une loi essentiellement organique, une loi-cadre. Je crois qu'un certain nombre de questions qui relèvent davantage d'une politique qui doit être menée dans le cadre des institutions sont difficiles à régler dans la loi elle-même. Il me semble que ce que souhaite Mme Leutenegger Oberholzer doit être mené dans le cadre de la politique de l'institution, sans qu'il soit besoin d'avoir une disposition légale dont, de toute manière, la mise en oeuvre reste discutable.

David, Berichterstatte: Die Kommission hat die Frage der Frauenförderung behandelt und einen ähnlichen Antrag von Frau Haering Binder abgelehnt, und zwar mit 5 zu 6 Stimmen. In diesem Sinne beantrage ich Ihnen namens der Kommission, den gleichgerichteten Antrag von Frau Leutenegger Oberholzer abzulehnen. Aber es war natürlich nicht die Auffassung der Kommission, man müsse an den Eidgenössischen Technischen Hochschulen nichts für die Frauenförderung tun. In der Kommission haben wir das ganz konkrete Problem des Wiedereinstiegs der Frauen in die akademische Laufbahn aufgegriffen. Frau Haering Binder hatte uns einen entsprechenden Antrag präsentiert. Dieser Antrag ist zum Kommissionsantrag geworden und steht jetzt im Gesetz. Das ist meiner Meinung nach eine ganz konkrete und wichtige Massnahme zur Frauenförderung. Ausserdem sind wir der Meinung, dass im Selbstregelungsbereich, im Autonomiebereich der Hochschulen viel Raum besteht, die Chance wahrzunehmen, durch Selbstregelung Frauenförderung zu betreiben. Die Hochschulversammlungen haben die Aufgabe, hier tätig zu werden und Anträge zu stellen. Das gehört für mich auch zur Autonomie, dass man diese Möglichkeit dort wahrnimmt. In diesem Sinne ersuche ich Sie, den Antrag Leutenegger Oberholzer abzulehnen.

Bundespräsident **Cotti:** Ausnahmsweise will ich Sie mit einigen Zahlen konfrontieren, damit der Nationalrat etwas mehr über die Präsenz der Frauen an unseren Hochschulen erfährt. Diese Zahlen werden am Schluss ohne Zweifel die direkte Beziehung zwischen der wichtigen, ernstzunehmenden Forderung von Frau Leutenegger Oberholzer und der Untauglichkeit ihres Vorschlags zur Lösung des Problems herstellen. Ich erwähne einige Zahlen: Die Zahl der Professorinnen an den schweizerischen Hochschulen beträgt 2 Prozent aller Professoren; eine bedrückend niedrige Zahl. Immerhin darf ich erwähnen, dass die Beteiligung von Frauen an Nationalfondsprojekten 30 Prozent beträgt.

Ich füge noch hinzu: Wir haben in der Schweiz schon eine Universität, wo es eine Mehrheit von Studentinnen gibt: Das ist die Uni Genf mit 52 Prozent. In Lausanne sind es 47 Prozent und in Neuenburg 45 Prozent. An der ETH Zürich haben wir z. B. an der pharmazeutischen Abteilung 370 Studentinnen und 174 Studenten, also doppelt so viele Studentinnen wie Studenten. Aber andererseits haben wir 16 Maschineningenieur-Studentinnen gegenüber 960 Studenten, oder 19 Elektroingenieur-Studentinnen gegenüber 1500 Studenten. Was kann ich aus diesen Zahlen schliessen? Folgendes:

Dass die Entwicklung eindeutig und klar in die richtige Richtung geht. Wer hätte sich vor zwanzig Jahren vorstellen können, dass heute die Anzahl der Studentinnen an den schweizerischen Hochschulen praktisch gleich hoch sein wird wie die Anzahl der Studenten? Das wird ohne Zweifel auch Folgen

haben bei der Besetzung von Professorenstellen; daran habe ich keine Zweifel. Diese Chancengleichheit besteht schon heute. Es ist aber wichtig, dass der Nachwuchs so stark wird, dass das Angebot an Professorinnen weiter steigt. Ich werde nie aufhören, auch gegenüber den Vertretern der ETH dieses Problem zu unterstreichen. Es ist wichtig, dass überall dort, wo die Möglichkeit besteht, Frauen zu wählen, diese Möglichkeit auch genutzt wird. Und wir haben es im Kleinen auch getan. Ich habe vorher die zwei sehr wichtigen Wahlen an die Spitze des Wissenschaftsrates und an die Spitze des «Forums Holz» erwähnt. Die Entwicklung geht also in die richtige Richtung. Der taugliche Weg wäre aber – und ich wende mich insbesondere an die Damen, die hier anwesend sind –, auch gegenüber den jungen Frauen Einfluss auszuüben, damit sie in die technischen Berufe einsteigen und nicht nur die Geisteswissenschaften belegen. Das ist zwar selbstverständlich ausserordentlich wichtig; aber das Einsteigen in die technischen Berufe würde ohne Zweifel die Gleichberechtigung auch dort herstellen und würde übrigens auch unserem Land sehr dienen. Denn wir haben z. B. an Ingenieuren einen starken Mangel.

Ich habe versucht, ganz sachlich zu argumentieren, und möchte zum Schluss sagen: Damit man den jungen Frauen den Einstieg in die technischen Berufe erleichtert, müsste man auch ein bisschen an die Technik glauben

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Leutenegger Oberholzer	39 Stimmen
Dagegen	60 Stimmen

Art. 5

Antrag der Kommission

Abs. 1

.... und in den verwandten Gebieten.

Abs. 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 3

Sie fördern die fächerübergreifende Lehre und Forschung.

Art. 5

Proposition de la commission

Al. 1

Les EPF dispensent un enseignement et font de la recherche dans les domaines des sciences de l'ingénieur, des sciences naturelles, de l'architecture, des mathématiques ainsi que dans les disciplines connexes.

Al. 2

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 3

Elles favorisent l'enseignement et la recherche pluridisciplinaires.

Angenommen – Adopté

Art. 5bis

Antrag der Kommission

(Hinfällig, siehe Artikel 4bis)

Proposition de la commission

(Caduc, voir l'article 4bis)

Angenommen – Adopté

Art. 6

Antrag der Kommission

Die ETH erfüllen ihre Aufgaben in der Lehre, indem sie insbesondere:

- a. Studierende in einem Fachstudium ausbilden, das auf den Lehrprogrammen der Mittelschulen aufbaut, den Erfordernissen der zukünftigen Berufsausübung entspricht und mit dem Diplom abschliesst;
- b. die Promotion ermöglichen;
- c. Nachdiplomstudien und andere Weiterbildungskurse durchführen;
- d. besondere Kurse durchführen;
- e. Kurse für den beruflichen Wiedereinstieg anbieten.

Art. 6*Proposition de la commission*

Les EPF accomplissent leurs tâches d'enseignement, en particulier:

- a. en donnant aux étudiants une formation spécialisée, conçue sur la base des programmes des écoles du degré secondaire, qui est appropriée aux exigences de la pratique de leurs futures professions et qui est sanctionnée par un diplôme;
- b. en offrant la possibilité de préparer un doctorat;
- c. en organisant la postformation et la formation continue;
- d. en organisant des cours spéciaux;
- e. en offrant des cours de réinsertion professionnelle.

Angenommen – Adopté

Art. 7*Antrag der Kommission**Abs. 1*

Die ETH erfüllen ihre Aufgaben in der Forschung, indem sie:

....

Abs. 2

Sie berücksichtigen die Bedürfnisse der Lehre.

Art. 7*Proposition de la commission**Al. 1*

Les EPF accomplissent leurs tâches de recherche:

....

Al. 2

Elles tiennent compte des besoins de l'enseignement.

Angenommen – Adopté

Art. 8*Antrag der Kommission**Titel*

Dienstleistungen

Abs. 1

Die ETH

Abs. 2

Bei Dienstleistungen, die gleichwertig durch die Privatwirtschaft erbracht werden können, darf der Wettbewerb nicht verfälscht werden.

Art. 8*Proposition de la commission**Titre*

Prestations de service

Al. 1

Les EPF

Al. 2

Pour les prestations qui peuvent également être assumées par l'économie privée, la libre concurrence ne doit pas être altérée.

Angenommen – Adopté

Art. 9*Antrag der Kommission**Titel*

Soziale und kulturelle Dienste

Abs. 1

Die ETH richten soziale und kulturelle Dienste zugunsten der Hochschulangehörigen ein oder beteiligen sich an bestehenden Diensten.

Abs. 2

Sie können Stipendien und andere Studienbeihilfen gewähren.

Art. 9*Proposition de la commission**Titre*

Services sociaux et culturels

Al. 1

Les EPF mettent sur pied des services sociaux et culturels à l'intention des personnes qui dépendent d'elles ou collaborent avec des services déjà établis.

Al. 2

Elles peuvent accorder des bourses d'études et d'autres aides aux étudiants.

Angenommen – Adopté

Art. 10*Antrag der Kommission**Abs. 1**Mehrheit*

Die Unterrichtssprachen an beiden ETH sind Deutsch, Französisch und Italienisch. Es gilt grundsätzlich das Territorialitätsprinzip.

Minderheit

(Fierz, Allenspach, Frey Claude)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 3

(Die Aenderung betrifft nur den französischen Text)

Art. 10*Proposition de la commission**Al. 1**Majorité*

Aux deux EPF, les langues d'enseignement sont l'allemand, le français et l'italien. Dans la règle, le principe de territorialité de la langue est appliqué.

Minorité

(Fierz, Allenspach, Frey Claude)

Al. 2

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 3

Les EPF favorisent l'usage des langues nationales et encouragent la compréhension des valeurs culturelles qu'elles véhiculent.

Abs. 1 – Al. 1

Fierz, Sprecher der Minderheit: Ich spreche im persönlichen Namen für die Minderheit, während die Fraktion die Mehrheit unterstützt. Worum geht es? Wir haben in der Fassung von Bundesrat und Ständerat einfach drei Unterrichtssprachen festgehalten für die Eidgenössischen Technischen Hochschulen; dazu haben diese die Nationalsprachen zu pflegen und das Verständnis für deren kulturelle Werte zu fördern. Die Kommissionsmehrheit will jetzt weitergehen. Sie verlangt grundsätzlich das Territorialitätsprinzip. Doch mir und unserer Kommissionsminderheit schien das etwas eng. Wir möchten schon, dass in Lausanne französisch unterrichtet wird und in Zürich deutsch. Das ist klar und wurde bisher auch so gehalten nach dem Gesetzestext. Aber wir möchten doch auch, dass ein Professor einmal ausgetauscht werden und von Lausanne aus ein oder zwei Semester einen speziellen Kurs in Zürich anbieten kann, und wir sehen bei einer nationalen Schule – und unsere Nation ist dreisprachig – keinen Makel, wenn dieser Professor aus Lausanne in Zürich ein oder zwei Semester auf französisch unterrichtet. Wir sehen dasselbe auch für Lausanne, wo man einmal deutsch reden dürfte. Wir sehen weiterhin ein Problem bei dem nationalen Rechenzentrum im Tessin, wo jemand für spezielle Simulationen oder Aufgaben drei Monate oder ein halbes Jahr arbeiten muss, vielleicht einen Einführungskurs besucht: Da ist es einfach nicht denkbar, dass wir diese Kurse in Italienisch machen; denn die Leute sind ja nur kurz dort für spezielle Aufgaben. Doch auch die Kommissionsminderheit ist der Meinung, dass man im allgemeinen die Sprache des Ortes sprechen soll.

Noch ein letztes Argument. Bern ist ein zweisprachiger Kanton. In den Spitälern wird normalerweise die Sprache der Region benützt, aber im Universitätsspital des Kantons Bern, im Inselspital, hat man das Recht, zweisprachig zu arbeiten, weil es ein kantonales Spital ist. Jedermann darf – obwohl wir auf deutschschweizerischem Territorium sind – die Krankengeschichte nach Wahl auf französisch oder deutsch schreiben, ebenso die Austrittsberichte. Dasselbe scheint mir für nationale Schulen sinnvoll, und Einengung auf die Territorialität hat für mich etwas von Kirchturmpolitik, die mir für eine internationale angesehene Schule nicht passt.

Mme Gardiol: La majorité de notre groupe soutiendra la proposition de majorité qui implique, en particulier, un usage prépondérant du français à Lausanne.

Dans le cadre de la récente consultation sur le quadrilinguisme en Suisse, projet d'article constitutionnel, le Parti écologiste avait insisté sur le principe de la territorialité qui est une des manières de garantir le maintien des langues vivantes dans toutes les régions de notre pays.

Voici encore quelques raisons qui nous poussent à soutenir avec énergie la proposition de la majorité. Tout d'abord, il me semble indispensable que dans le domaine scientifique on incite, voire on oblige, à s'exprimer dans la langue de Voltaire, à faire paraître des manuels et autres publications en français. Ce sont là des contributions fondamentales pour le maintien de l'usage du français dans les cercles scientifiques.

Deuxièmement, il faut que les étudiants continuent à devoir s'exprimer et à rendre leurs rapports dans cette langue. C'est un effort qu'on leur demande, car c'est indispensable pour maintenir la place du français. De plus, Lausanne est une ouverture sur la francophonie. Parmi les 30 pour cent d'étudiants étrangers dans cette école, une majorité provient des pays francophones, en particulier européens et africains. Ils représentent ainsi un apport culturel important dont on aurait bien tort de prendre le risque de se priver en ne maintenant pas cette caractéristique spécifique d'une école polytechnique en français.

Je voudrais ajouter tout de même que je ne conteste pas du tout le principe exposé en début de cet alinéa, qui pose le principe de l'usage des trois langues nationales dans les deux Ecoles polytechniques, ni même le deuxième alinéa qui ouvre la porte à l'anglais en particulier, mais peut-être aussi au suisse allemand si j'en crois certains échos. Mais j'insiste sur une très large prépondérance du français à Lausanne et souhaite voir les habitudes actuelles ancrées dans la loi.

Un dernier point sur ce thème. Il me paraît évident que l'encouragement des langues et des cultures qu'elles véhiculent se réalisera beaucoup mieux en favorisant les échanges, c'est-à-dire la possibilité pour les étudiants de Lausanne et de Zurich de passer un ou deux semestres dans l'autre école, dans le cadre de leurs études; il faut organiser les programmes d'études afin de rendre possible ces échanges et donc améliorer la coopération nationale entre les différentes écoles de ce niveau, de même que la coopération internationale. Ce sera beaucoup plus efficace qu'en ouvrant largement la porte au mélange des langues. Le sabir germano-anglo-français pour initiés n'a plus rien à voir avec la beauté d'une langue qu'on a plaisir à utiliser; Lausanne n'aurait peut-être plus d'attrait pour les étudiants qui y venaient approfondir leurs connaissances linguistiques et culturelles.

En conclusion, voici les raisons qui nous poussent à demander de soutenir la proposition de la majorité qui reste certes modérée, puisqu'elle prévoit que c'est «dans la règle» seulement que l'on maintient le principe de territorialité. Mais les idées fondamentales qu'elle résout sont importantes et je vous remercie de soutenir la majorité.

M. Pidoux: L'enfer est pavé de bonnes intentions! La commission du Conseil national vous propose d'introduire une disposition qui va à l'encontre de la véritable territorialité des langues. Ce principe, auquel nous sommes attachés, garantit en effet que tout administré puisse s'adresser à l'administration

dans la propre langue de cette partie du pays. Il permet que l'école utilise le français en Suisse romande, l'allemand en Suisse alémanique. C'est un principe sage, comme on le voit dans certains cantons frontalières.

Je vous invite toutefois à soutenir la proposition de M. Fierz, qui est celle de la minorité et du Conseil fédéral, car il est faux de vouloir intervenir dans le domaine de l'enseignement lui-même. Il est heureux que l'on puisse donner des cours en français à Zurich ou en allemand à Lausanne, selon les qualités du professeur. Je crois qu'on peut exiger cet effort de compréhension des étudiants. J'estime que, malgré de bonnes intentions, la commission nous suggère ici une mauvaise solution qui ne fait qu'embrouiller le débat. Il me paraît préférable d'en rester à la proposition du Conseil fédéral.

Allenspach: Wir sind stolz darauf, dass in der Schweiz drei europäische Hauptsprachen als gleichberechtigte Landessprachen nebeneinander bestehen, eine Situation, die kein anderes Land kennt. Wir sind stolz darauf, dass Sprachbarrieren uns nicht trennen. Wir müssen darauf achten, dass auch weiterhin eine gewisse Durchlässigkeit zwischen den Landesteilen gewährleistet ist; wir sollten keinen «Röstigraben» aufbauen.

Wir wollen eine Hochschule Schweiz. Die Eidgenössischen Technischen Hochschulen haben den Charakter einer Hochschule Schweiz; wir wollen nicht zwei Eidgenössische Technische Hochschulen, eine für die deutsche Schweiz und eine für die französische Schweiz. Wenn wir nicht mehr von einer Hochschule Schweiz ausgehen würden, sondern von zwei gleichgeordneten parallelen Hochschulen, dann hätten wir den ersten Schritt zur Provinzialisierung unseres Hochschulwissens eingeleitet. Wir können die Qualität nur aufrechterhalten, wenn wir vom Prinzip der Hochschule Schweiz ausgehen und nicht von zwei verschiedenen Landesteil-Hochschulen.

Wir müssen alles tun, damit die Eidgenössischen Technischen Hochschulen weiterhin internationale Beachtung finden. Es sollten dort die besten oder wenigstens die zweitbesten Lehrkräfte wirken. Das ist nicht möglich, wenn wir engstirnige und engherzige Sprachbarrieren aufrichten.

Ich bitte Sie deshalb zusammen mit dem Bundesrat, dem Minderheitsantrag Fierz zuzustimmen.

Burckhardt: Als ehemaliger ETH-Student von Zürich und als ETH-Professor von Lausanne erlaube ich mir doch, in ein paar kurzen Worten den Antrag von Herrn Fierz zu unterstützen. Es ist in der Tat eine technische Hochschule der gesamten Eidgenossenschaft. An sich sollten alle, welche die Ehre und den Vorzug haben, diese Schule besuchen zu dürfen, «bilingue» sein. Nehmen wir uns ein Beispiel an unserem Bundespräsidenten, der drei Sprachen gleich gut spricht – wenn er Italienisch so gut spricht wie Deutsch und Französisch, was ich annehme! Ich glaube, es gehört zu einer akademischen Bildung in der Schweiz, dass man zwei Sprachen spricht. Im übrigen ist die Fachsprache die Hauptsprache, das fachliche Können geht allem vor.

Ich bin in der Tat auch der Meinung: Es darf hier nicht eine Trennung zwischen ETH Lausanne und ETH Zürich stattfinden. Man muss im Prinzip an beiden Orten alle Sprachen, welche eidgenössische Rechtsgrundlage haben, erlauben. Es wird sich auch in der Praxis so ergeben. Wohl habe ich in Lausanne französisch gelesen. Es wäre manchmal gescheiter gewesen, ich hätte es deutsch machen dürfen, weil die Fachsprache manchmal ausserordentlich schwierig ist. Ich habe aber in Zürich auch französische Vorlesungen gehört, weil damals Lausanne noch gar nicht existierte. Die Mischung mit den welschen Kollegen an der ETH ist grossartig gewesen. Ich habe dort viele Freunde welscher Zunge kennengelernt. Das ist auch ein Aspekt.

Ich bitte Sie, dem Minderheitsantrag zuzustimmen.

Mme Paccolat: Après avoir entendu différents collègues s'exprimer à cette tribune, il me paraît important de clarifier d'une part la volonté manifestée par les initiés de cette proposition au sein de la commission et d'autre part l'esprit dans lequel la majorité de la commission a voulu apporter cette modification.

Je ne peux pas vous suivre, Monsieur Pidoux, dans votre argumentation, car elle est celle de la majorité de la commission. En effet, en posant le principe de la territorialité, nous avons voulu mettre un garde-fou, de manière à préserver l'identité culturelle propre à chacune des Ecoles polytechniques.

Comme Mme Gardiol l'a fort justement développé en mettant en avant différents arguments, ce principe favorise également l'ouverture – et tant mieux, je dirai même souhaitons-le, que la possibilité existe de cours en français à l'Ecole polytechnique de Zurich et, vice versa, en allemand à l'Ecole polytechnique de Lausanne! Mais lors du «hearing», nous avons précisément été attentifs au fait que les représentants des étudiants ont bien mis en garde sur la tendance qui semble se dessiner vers des cours en «schwyzerdütsch», voire en anglais, et qu'il importait d'avoir une règle générale au niveau de la langue d'enseignement.

C'est la raison pour laquelle nous ne sommes pas opposés à une ouverture. Lorsqu'on défend d'ailleurs le principe de la mobilité, il faut bien être en mesure de comprendre les différentes langues de notre pays. Mais nous voulons poser un principe qui servira de garde-fou pour la préservation de l'identité culturelle propre à chacune des Ecoles polytechniques. C'est pourquoi je vous invite à soutenir la proposition de la majorité de la commission.

M. Guinand, rapporteur: La commission a introduit le principe de la territorialité s'agissant des langues. J'attire votre attention sur le fait que le texte français dit ceci: «Dans la règle, le principe de la territorialité des langues est appliqué ». Le texte allemand paraît un peu plus restrictif dans la mesure où il parle de «es gilt grundsätzlich das Territorialitätsprinzip». Si vous acceptez cette proposition, la commission de rédaction devra peut-être harmoniser les deux textes.

La proposition a été acceptée par 8 voix contre 5. Elle signifie donc qu'en principe on parlera le français à Lausanne et l'allemand à Zurich. Vous me permettrez de dire que, quelle que soit la décision que prendra votre conseil, la situation restera la suivante: on enseignera principalement en français à Lausanne et accessoirement en allemand, et principalement en allemand à Zurich, accessoirement en français. Il est à espérer que l'on enseignera en italien aussi bien à Zurich qu'à Lausanne, mais il est certain qu'on enseignera en anglais dans les deux Ecoles polytechniques fédérales. Je ne pense pas qu'il sera nécessaire d'enseigner en romanche, mais permettez-moi de conclure en disant qu'il est hautement souhaitable que l'on renonce à enseigner en suisse allemand.

David, Berichterstatter: Die Kommission hat mit 8 zu 5 Stimmen diese Ergänzung im Artikel 10 Absatz 1 vorgesehen. Sie beantragt Ihnen in dem Sinne auch, den Minderheitsantrag Fierz abzulehnen.

Ich bitte Sie, bei der Abstimmung die französische Fassung des Artikels vor Augen zu haben. Die Meinung ist: In der Regel gilt das Territorialitätsprinzip. Dem Wort «grundsätzlich» im deutschen Text wird zu grosses Gewicht beigemessen. Diese Bestimmung soll eine gewisse Schutzfunktion für die französische Sprache haben. Das ist der Sinn der Regel. Ein Professor, der nach Lausanne kommt, soll sich im Prinzip anpassen und die französische Sprache sprechen. Mit einer solchen Regel sichern wir auch die Zweisprachigkeit. Der deutschsprachige akademische Lehrer, der nach Lausanne geht, weiss: Ich kann mich ausnahmsweise der deutschen Sprache bedienen, aber in der Regel soll es die französische Sprache sein. Aber, das ist ganz klar, es sollen an beiden Schulen alle drei Landessprachen und natürlich auch die englische Unterrichtssprache möglich sein. Das möchte ich betonen. Ich bitte Sie in dem Sinne, wie ich es jetzt erläutert habe, dem Antrag der Kommissionsmehrheit zu folgen.

Abs. 2, 3 – Al. 2, 3

Angenommen – Adopté

*Hier wird die Beratung dieses Geschäftes unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

Schluss der Sitzung um 13.00 Uhr

La séance est levée à 13 h 00

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Minderheit

40 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit

39 Stimmen

Eidgenössische Technische Hochschulen. Bundesgesetz

Ecoles polytechniques fédérales. Loi

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1991
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Januarsession
Session	Session de janvier
Sessione	Sessione di gennaio
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	02
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	87.078
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	22.01.1991 - 08:00
Date	
Data	
Seite	38-56
Page	
Pagina	
Ref. No	20 019 589

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.